

ODD	Cible	N° de mesure	Intitulé de la mesure	Début de la mesure	Fin de la mesure	Direction responsable	Service responsable	Etat d'avancement de la mesure en 2024	Commentaire "Etat avancement de la mesure en 2024"	Quels résultats concrets ont été réalisés en 2024?	La mesure est-elle terminée?	Ressources financières inscrites au budget développement durable en 2024	Etat des moyens financiers pour mettre en oeuvre la mesure (et non de manière générale). A remplir seulement si des montants existent dans le budget DD.	Commentaire "Etat des moyens financiers"	Etat des ressources en personnel pour mettre en oeuvre la mesure (et non de manière générale)	Commentaire "Etat des ressources en personnel"	Tendance générale depuis le démarrage de la mesure
								2 = (vert) tout se déroule bien et selon le calendrier prévu 1 = (orange) quelques difficultés rencontrées, retards prévus ou déjà de légers retards 0 = (rouge) très gros retards ou projet bloqué					2 = (vert) budget correct, il a été totalement dépensé 1 = (orange) budget insuffisant ou budget qui n'a été que partiellement dépensé 0 = (rouge) manque important d'argent ou incapacité à dépenser le montant au budget		2 = (vert) ressources suffisantes 1 = (jaune) les ressources risquent de manquer 0 = (rouge) ressources insuffisantes		2 = (vert) Tout se déroule bien 1 = (orange) Quelques difficultés de natures diverses. 0 = (rouge) Grosses difficultés de diverses natures et/ou très gros retards ou projet bloqué et/ou nette insuffisance de ressources.
1	1.1 Prévenir la pauvreté et lutter contre celle-ci	1.1 M1	Une réflexion est menée sur les moyens permettant de prévenir les cas de non-recours ou de recours tardif aux prestations (accès adéquat, désigmatisation, système d'information entre prestations, meilleure prise en compte des besoins des usagers et usagères, prévention, etc.)	2021	2022	DSAS	Service de l'action sociale (SASoc)		L'avancement a pris du retard à cause d'un manque de ressources mais la mesure sera portée à terme d'ici fin 2026.	La rédaction d'un dépliant pour les couples non mariés abordant la thématique du non-recours aux prestations a été entamée mais n'a malheureusement pas pu être achevée en 2024.	Non					Le SASoc manque de ressources dans le cadre de ces réflexions.	
1	1.1 Prévenir la pauvreté et lutter contre celle-ci	1.1 M2	Conformément à sa réponse à la QA 3097.12, le Conseil d'Etat communique à la Chambre des poursuites et faillites du Tribunal cantonal son vœu de voir les directives cantonales pour le calcul du minimum vital modifiées, de manière à inclure dans ce calcul les impôts de la Confédération, du canton et des communes pour autant que le débiteur les ait payés jusqu'alors.	2021	2021	DSAS	Service de l'action sociale (SASoc)		Mesure terminée		Oui						
1	1.1 Prévenir la pauvreté et lutter contre celle-ci	1.1 M3	Une analyse des effets de seuils pour les bénéficiaires de prestations est intégrée dans le second Rapport sur la situation sociale et la pauvreté. Des mesures pour diminuer de tels effets y sont identifiées.	2021	2022	DSAS	Service de l'action sociale (SASoc)		Mesure terminée		Oui						
1	1.1 Prévenir la pauvreté et lutter contre celle-ci	1.1 M4	Les collaboratrices et les collaborateurs de l'Etat de Fribourg sont informés des effets des différents taux de temps partiel sur leur prévoyance professionnelle au moment de leur engagement. Ces informations sont préparées en concertation avec le Bureau de l'égalité et de la famille (BEF) en requérant des informations auprès de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat de Fribourg (CPPEF) et mises à disposition des unités de gestion par le Service du personnel et d'organisation (SPO). Elles sont communiquées aux futur-e-s employé-e-s dans le cadre de la procédure d'engagement.	2021	2026	DFIN	Service du personnel et d'organisation (SPO)			Un Cours "Prévoyance : se préparer à l'avenir" a été réalisée en deux éditions en 2024, le cours est intégré dans le catalogue de la formation continue de l'Etat de Fribourg et la mesure est désormais intégrée aux tâches ordinaires au Service du personnel et de l'organisation.	Oui						
1	1.1 Prévenir la pauvreté et lutter contre celle-ci	1.1 M5	Une impulsion est donnée en faveur de la création d'une banque alimentaire fribourgeoise (réponse au Postulat 2021-GC-165).	2023	2025	DSAS	Service de l'action sociale (SASoc)			Poursuite du travail de mise en oeuvre de la Banque alimentaire sur le site de la POYA (aménagement des locaux). La BAF a pu récolter 171 tonnes d'inventus dans les commerces fribourgeois et ainsi éviter la poubelle pour ces aliments; collecter 51 tonnes de produits de première nécessité lors de deux opérations du « Samedi du Partage »; distribuer aux associations partenaires 184 tonnes de marchandise gratuitement. Par ailleurs, la BAF a employé et formé quatre collaborateurs en réinsertion professionnelle dont deux ont retrouvé un emploi dans le marché ordinaire. La mise en oeuvre de cette mesure contribue également à atteindre la mesure A20de la Feuille de route de l'économie circulaire du canton de Fribourg. A20: Dans le cadre du PGD, étudier la faisabilité et l'adéquation de mesures telles qu'incitations ou obligations afin de limiter le gaspillage alimentaire dans les commerces (par ex. prévention, don des invendus à des organismes caritatifs).	Non	20 000 CHF					
2	2.1 Promouvoir des systèmes agro-alimentaires durables	2.1 M1	Des mesures ciblées sont définies à l'échelle régionale afin de résoudre les problèmes liés à l'apport excessif de phosphore et nitrates dans les eaux.	2022	2026	DIME/DIAF	Service de l'environnement (SEn), Grangeneuve			27 analyses du sol (12 en janvier et 15 en novembre) ont pu être effectuées dans les délais et les résultats ont été transmis aux personnes concernées (la commune de Courgevaux (terrain de foot) et 5 agriculteurs de la région).	Non	10 000 CHF					
2	2.1 Promouvoir des systèmes agro-alimentaires durables	2.1 M2	La coordination en vue de réaliser des mesures permettant de limiter les émissions d'ammoniac des installations de détection des animaux est renforcée. Ces mesures portent notamment sur de meilleurs conseils aux agricultrices et agriculteurs, une exploitation optimale du potentiel technique lors de constructions ou transformations conséquentes.	2021	2026	DIME/DIAF	Service de l'environnement (SEn), Grangeneuve			Coordination entre Grangeneuve et le Service de l'environnement de la communication liée à l'introduction de l'obligation à partir du 1er janvier 2024, d'utiliser de techniques appropriées pour épandre le lisier et les produits méthanisés liquides, ceci afin de limiter au plus possible d'émissions. La bonne collaboration entre SEn et Grangeneuve se poursuit. Le "Drehischebe Ammoniak/Plateforme nationale d'ammoniac" est un instrument important et soutenu par Grangeneuve avec des "coach construction".	Non						
2	2.1 Promouvoir des systèmes agro-alimentaires durables	2.1 M3	Une campagne d'information sur l'exploitation extensive dans l'espace réservé aux eaux est lancée. Elle comprendra des conseils en termes de stratégie d'entreprise afin que les agricultrices et agriculteurs puissent évaluer les impacts économiques de l'exploitation extensive et optimiser leur exploitation en tenant compte des restrictions imposées par l'espace réservé aux eaux, notamment sur la base de projets pilotes. Cette campagne accompagnera l'entrée en vigueur de l'obligation légale relative à ce mode d'exploitation dans l'espace réservé aux eaux.	2022	2026	DIME/DIAF	Service de l'environnement (SEn), Grangeneuve		La mise en oeuvre de la mesure est quelque peu décalée dans le temps pour se calquer avec le calendrier de la mise en oeuvre de l'extensif (passage à l'extensif prévu dès 2028 - à coordonner aussi avec la politique agricole). La campagne d'information est reportée, au vu de l'avancement du concept de mise en oeuvre de l'espace réservé aux eaux.	Les travaux du GT mise en oeuvre de l'extensif de l'espace réservé aux eaux se sont poursuivis. Aucune mesure de communication a été réalisée en 2024.	Non					Les ressources en personnel sont utilisées pour les suivis des travaux du GT mise en oeuvre de l'extensif ERE. Lorsque des actions de communication seront nécessaires, les ressources en personnel du SEn devraient suffire.	
2	2.1 Promouvoir des systèmes agro-alimentaires durables	2.1 M4	Dans le cadre du Plan d'action cantonal visant à limiter les produits phytosanitaires, des mesures de protection supplémentaires sont déployées avec les exploitant-e-s agricoles afin de réduire l'usage des pesticides et donc leur présence dans les eaux souterraines.	2022	2026	DIME/DIAF	Service de l'environnement (SEn), Grangeneuve			Les travaux de développement du bulletin phytosanitaire ont débuté dans le but de disposer dès la saison 2025 d'un nouvel outil de conseil permettant de mieux atteindre les agricultrices et agricultrices en vue de poursuivre la réduction des risques liés à l'utilisation des produits phytosanitaires tout en garantissant une production agricole de qualité. 6 cours sur les mesures de protection contre les risques d'utilisation des produits phytosanitaires avant le début de la saison de végétation ont été donnés en 2024 dans les différentes régions du canton, il y a eu environ 200 participants et participantes. Durant la saison de végétation, 21 visites de culture (cours sur le terrain, visant à assurer la protection de la culture contre les risques liés aux produits phytosanitaires) ont eu lieu, 410 participants et participantes au total. 4 séances d'information spécifiquement dédiées à la réduction des risques de dérive et de ruissellement liés à l'utilisation des produits phytosanitaires ont eu lieu sur le terrain dans les différentes régions du canton (env. 350 participants) En 2024, 18 bulletins phytosanitaires ont été envoyés à 1300 agriculteurs et agricultrices et des conseils téléphoniques en continu ont été donnés; env. 200 contacts téléphoniques (liés à des demandes d'autorisation de traitement). Des contrôles de conformité de l'utilisation des produits phytosanitaires ont été réalisés au travers de l'analyse de 130 échantillons de végétaux prélevés dans tous les types de culture. Résultat: 95% des échantillons en conformité. Installation de 4 stations météo dans le Vully dans le but de mieux cibler les interventions phytosanitaires.	Non	135'000 CHF (30'000 CHF SEn, 105'000 CHF Grangeneuve)					
2	2.1 Promouvoir des systèmes agro-alimentaires durables	2.1 M5	Un réseau de monitoring des mesures agro-environnementales est développé. Il produit une synthèse de l'état d'avancement des mesures basées sur les indicateurs provenant de planifications sectorielles.	2021	2026	DIME/DIAF	Service de l'environnement (SEn), Secrétariat général DIAF (SG-DIAF)		Le projet a été mis en pause afin de clarifier quels sont les systèmes de monitoring existants en lien avec les politiques transversales.		Non	5 000 CHF		Le projet étant mis en standby. En accord avec la DIME, les moyens financiers ont été réalloués			
2	2.1 Promouvoir des systèmes agro-alimentaires durables	2.1 M6	Dans le cadre d'appel à projets de type « Agri&Co Challenge », les projets intégrant des critères de durabilité seront en particulier soutenus et encouragés.	2021	2026	DEEF	Promotion économique du canton de Fribourg (PromoFR)		Mesure terminée en 2022		Oui						
2	2.1 Promouvoir des systèmes agro-alimentaires durables	2.1 M7	Le projet « PHR – Arc lémanique » visant à promouvoir les circuits courts est prolongé sous le nom de StarTern.	2021	2023	DIAF	SG-DIAF		Mesure terminée		Oui						
2	2.1 Promouvoir des systèmes agro-alimentaires durables	2.1 M8	Grangeneuve se prononce en faveur de l'intégration des éléments de l'Agenda 2030 pertinents pour l'agriculture dans la révision du plan de formation développé au niveau fédéral lors des consultations. Grangeneuve concrétise le plan de formation fédéral en y intégrant les enjeux de l'Agenda 2030 en cohérence avec leur futur projet durabilité.	2022	2026	DIAF	Grangeneuve			La procédure d'audition de l'ordonnance sur la nouvelle formation agricole, qui entrera en vigueur au 1 janvier 2026, a eu lieu en avril 2024. Afin de sensibiliser les enseignant-e-s de Grangeneuve aux thématiques de la durabilité, qui sera renforcée dans le nouveau plan d'études, en date du 25 et 30 octobre 2024 deux demi-journées de formation continue ont été organisées (80 participants).	Non						
2	2.1 Promouvoir des systèmes agro-alimentaires durables	2.1 M9	Certains thèmes de l'Agenda 2030 (notamment les circuits courts, l'économie circulaire ou les services écosystémiques) sont intégrés dans l'offre en formation et conseils aux professionnel-le-s. Les nouvelles tendances en agriculture durable sont intégrées dans l'enseignement (notamment smart farming, permaculture, urban farming, agroforesterie).	2021	2026	DIAF	Grangeneuve				Non						
2	2.1 Promouvoir des systèmes agro-alimentaires durables	2.1 M10	Dans la mesure du temps de formation continue à disposition, les enseignantes et enseignants de Grangeneuve sont activement encouragés à suivre toute formation continue (notamment offerte par AGRIDEA ou l'Agroscope) portant sur les thèmes pertinents de l'Agenda 2030.	2021	2026	DIAF	Grangeneuve			Deux ateliers de formation continue ont été réalisés en interne (une 30aine de participants), sur les thèmes de l'eau, des déchets, de la diversité et du CO2.	Non						
2	2.1 Promouvoir des systèmes agro-alimentaires durables	2.1 M11	Si les circonstances s'y prêtent, des thèmes portant sur les nouvelles tendances en agriculture durable (notamment smart farming, agroforesterie, urban farming, permaculture) sont intégrés dans les manifestations de Grangeneuve.	2021	2026	DIAF	Grangeneuve			En 2024, 2 manifestations ont permis de mettre en avant les thématiques soutenues par cette mesure. Il s'agit d'une part de la remise des prix aux lauréats du concours PCA (en avril) ainsi que de la Journée "Energie dans l'Agriculture" (en septembre)	Non						
2	2.1 Promouvoir des systèmes agro-alimentaires durables	2.1 M12	Une réflexion est menée sur la pertinence d'indicateurs sociaux pour l'agriculture fribourgeoise et sur la faisabilité de leur développement en vue d'une intégration dans le prochain rapport agricole 2024.	2024	2024	DIAF	Secrétariat général DIAF			Le rapport est terminé et publié. Le rapport agricole 2024 inclut le chapitre sur l'exploitation familiale et l'évolution sociale (axe plus conséquent par rapport à l'édition précédente du rapport grâce à un approfondissement des études sociales par des approches qualitatives).	Oui	10 000 CHF					
2	2.1 Promouvoir des systèmes agro-alimentaires durables	2.1 M13	La situation des femmes dans le monde agricole fait l'objet d'un chapitre du prochain rapport agricole 2024. Des pistes y sont formulées afin de valoriser leur travail, souvent non rémunéré, et de les sensibiliser à leur couverture sociale et à leur statut juridique au sein de l'exploitation.	2023	2024	DIAF	Secrétariat général DIAF (SG-DIAF)			Le rapport est terminé et publié. Le rapport agricole 2024 inclut le chapitre sur l'exploitation familiale et l'évolution sociale (axe plus conséquent par rapport à l'édition précédente du rapport). Grâce à cette étude, il est possible de mieux prendre en compte les besoins des femmes et des familles sur une exploitation agricole.	Oui						
2	2.1 Promouvoir des systèmes agro-alimentaires durables	2.1 M14	L'utilisation du glyphosate dans les domaines agricoles, arboricoles et viticoles de l'Etat est stoppée à quelques exceptions près (recherche et expérimentation, lutte contre les plantes envahissantes), et l'utilisation de produits phytosanitaires y est largement réduite.	2021	2026	DIAF	Grangeneuve			Le glyphosate n'est pas utilisé sur les domaines de l'Etat à Grangeneuve et Bellechasse, à l'exception de quelques applications ciblées, notamment contre les adventices problématiques (chardon) ou dans certains cas suite au renoncement au labour. Les autres produits phytosanitaires de synthèse sont utilisés selon les principes de la protection intégrée des cultures, c'est-à-dire si les mesures préventives n'ont pas été assez efficaces et s'il n'y a pas d'alternatives non chimiques, alors que le seuil d'intervention est dépassé. Le but est de garantir une production rentable de denrées alimentaires de qualité.	Non						
2	2.1 Promouvoir des systèmes agro-alimentaires durables	2.1 M15	Le cahier des charges de Tenoir Fribourg est comparé à celui d'autres marques régionales (par exemple label GRTA ou label de parcs naturels régionaux). Suite à ce benchmarking, des propositions de critères supplémentaires, pertinents en termes de développement durable (notamment biodiversité, traçabilité), sont formulées.	2024	2026	DIAF	SG-DIAF			Phase 1: étude de base en été 2024: un travail de comparaison entre les différents critères de durabilité des marques régionales a été demandé à regio garantie Romandine. Ce rapport a permis de démontrer qu'aucune marque régionale n'a des critères de durabilité. Phase 2: tests pilotes en automne 2024: Basé sur le concept de durabilité du label « Vaud, certifié d'ici » par Produits d'ici chez Vaud Promotion un panel d'entreprises ont été choisies afin de tester la démarche ainsi que le questionnaire. Les résultats seront la base pour la phase 3 en 2025.	Non	10 000 CHF					
2	2.1 Promouvoir des systèmes agro-alimentaires durables	2.1 M16	Les projets visant à promouvoir les circuits courts et l'agriculture de proximité sont encadrés, afin d'identifier les besoins des porteurs de projets, de les orienter vers les partenaires adéquats et de leur apporter un conseil et un soutien dans le développement de leurs modèles d'affaire.	2021	2026	DIAF	Secrétariat général DIAF (SG-DIAF)			La plateforme est en phase de test depuis début 2024. Elle est très intuitive et légère. Dans une première phase, les signataires de la charte (environ 30) et les restaurants agréés de Tenoir Fribourg (environ 30) ont été contactés, ainsi que les restaurants labellisés Fourchette verte Fribourg (environ 30).	Non	10 000 CHF					

ODD	Cible	N° de mesure	Intitulé de la mesure	Début de la mesure	Fin de la mesure	Direction responsable	Service responsable	Etat d'avancement de la mesure en 2024	Commentaire "Etat avancement de la mesure en 2024"	Quels résultats concrets ont été réalisés en 2024?	La mesure est-elle terminée?	Ressources financières inscrites au budget développement durable en 2024	Etat des moyens financiers pour mettre en oeuvre la mesure (et non de manière générale). A remplir seulement si des montants existent dans le budget DD.	Commentaire "Etat des moyens financiers"	Etat des ressources en personnel pour mettre en oeuvre la mesure (et non de manière générale)	Commentaire "Etat des ressources en personnel"	Tendance générale depuis le démarrage de la mesure	
								2 = (vert) tout se déroule bien et selon le calendrier prévu 1 = (orange) quelques difficultés rencontrées, retards prévus ou déjà de légers retards 0 = (rouge) très gros retards ou projet bloqué					2 = (vert) budget correct, il a été totalement dépensé 1 = (orange) budget insuffisant ou budget qui n'a été que partiellement dépensé 0 = (rouge) manque important d'argent ou incapacité à dépenser le montant au budget		2 = (vert) ressources suffisantes 1 = (jaune) les ressources risquent de manquer 0 = (rouge) ressources insuffisantes		2 = (vert) Tout se déroule bien 1 = (orange) Quelques difficultés de natures diverses. 0 = (rouge) Grosses difficultés de diverses natures et/ou très gros retards ou projet bloqué et/ou nette insuffisance de ressources.	
3	3.1 Prévenir les maladies non-transmissibles et psychiques	3.1 M1	Les mesures en lien avec les programmes de promotion de la santé et de prévention sont renforcées afin d'atteindre les différents groupes cibles (mesure commune avec la cible 3.2).	2021	2026	DSAS	Service de la santé publique (SSP)			Projet de prévention au HFR (prévention auprès des jeunes adultes lors d'intoxications alcooliques): - 10 soignant-e-s formés; - 20 formulaires de consentements reçus; - 12 jeunes avec lesquels REPER a pu établir un échange téléphonique - 5 jeunes avec lesquels REPER a pu réaliser un entretien en présentiel - 1 jeune aiguillé vers la prestation "Mes Choix Alcool" - Rédaction d'un article pour la revue REISO Prévention Ecran (6-12 ans) : Smartway est un programme de promotion de la santé et de prévention ayant pour but de répondre aux besoins des professionnel·les au contact d'enfants (principalement entre 6 et 12 ans) sur la thématique des écrans. Smartway est destiné aux personnels des écoles, des foyers, des accueils extra-scolaires, des centres d'animation ou de tout autre milieu en contact avec des enfants. Smartway est composé de 14 activités à faire en individuel ou en groupe (12 fiches pédagogiques, un digital challenge et un jeu de plateau sur les smartphones et la durabilité). Les fiches pédagogiques de Smartway seront disponibles dès avril 2025 sur une plateforme en ligne. Concernant le digital challenge : plusieurs écoles ont été accompagnées en 2024 ou sont en cours d'accompagnement (Ecole primaire du Botzet : CO de la Tour-de-Tréme, CO de Cully, CO du Belliard (en cours) ; Ecole primaire de Groley (en cours) ; CO de Jolimont (Intérêt pour une mise en place) ; CO de Marly (Intérêt pour une mise en place) Concernant le jeu de plateau : Il est en voie de finalisation et d'impression	Non	70 000 CHF						
3	3.1 Prévenir les maladies non-transmissibles et psychiques	3.1 M3	La nouvelle politique du personnel est conçue de manière à intégrer des mesures de promotion de la santé au travail (notamment cadre de travail respectueux de la santé du personnel, maintien en emploi des collaboratrices et collaborateurs atteints dans leur santé, adaptation des espaces aux besoins de ressourcement tels que repos ou allaitement).	2021	2026	DFIN	Service du personnel et d'organisation (SPO)		Mesure terminée en 2023		Oui							
3	3.1 Prévenir les maladies non-transmissibles et psychiques	3.1 M4	La nouvelle stratégie immobilière de l'Etat intègre des mesures en vue de garantir aux collaboratrices et collaborateurs des conditions de travail propices à la concentration notamment par le projet Friburo. Le bien-être du personnel est placé au centre des réflexions, auxquelles le Service du personnel est invité à participer.	2022	2022	DIME	Service des bâtiments (Sbat)		Mesure terminée		Oui							
3	3.2 Limiter la hausse des coûts de la santé et l'inégalité d'accès aux soins	3.2 M1	Une réflexion est menée pour renforcer la collaboration avec les services sociaux, notamment afin que ces derniers relayent et fassent systématiquement la promotion des offres et structures existantes en matière de santé.	2021	2022	DSAS	SSP		Mesure terminée		Oui							
3	3.3 Réduire les impacts de l'environnement sur la santé	3.3 M1	Une approche est développée pour planifier la suppression des conflits d'usages de l'eau et réduire ainsi largement les risques de contamination dans les zones de protection des captages des eaux souterraines destinées à l'alimentation en eau potable.	2021	2026	DIME	Service de l'environnement (SEn)			Trois études supplémentaire en lien avec la résolution des conflits d'utilisation du sol en zones S ont été réalisées.	Non	25 000 CHF						
3	3.3 Réduire les impacts de l'environnement sur la santé	3.3 M2	L'ordonnance fixant les émoluments du Service de l'environnement (RSF 810.16) et l'ordonnance fixant les taxes et redevances pour l'utilisation du domaine public (RSF 750.16) sont révisées.	2024	2026	DIME	SEn		Des premières réflexions ont été échangées mais elles seront faites dans le cadre du PAFE. Des premières modifications à l'ordonnance seront apportées courant 2025.	Analyse comparative des émoluments des services de la DIME et proposition de nouveaux tarifs.	Non					Il est difficile de dégager du temps au sein de l'équipe juridique pour modifier en profondeur l'ordonnance.		
3	3.3 Réduire les impacts de l'environnement sur la santé	3.3 M3	Une cellule interservices « Polluant de l'environnement bâti » est créée au sein de l'administration dans le but de conseiller et sensibiliser à cette thématique mais aussi d'appréhender de manière concertée les questions en lien avec les substances dangereuses pour la santé issues de l'environnement naturel ou construit tels notamment le radon et l'amiante. Cette plateforme vise aussi à coordonner les actions en situations de crise.	2021	2026	DIME	Service de l'environnement (SEn)			Le projet réglement sur les polluants de l'environnement bâti, lequel comprend la création d'une cellule interservice, a été adapté selon le retour de la consultation externe restreinte. Ce projet a été présenté à la Direction de la DIME. Il sera maintenant être soumis au Conseil d'Etat pour adoption.	Non							
3	3.3 Réduire les impacts de l'environnement sur la santé	3.3 M4	Les communications environnementales incluent les aspects relatifs aux impacts sur la santé.	2021	2026	DIME	Service de l'environnement (SEn)		Suite à une réorganisation interne du SSP, le projet de créer une plateforme santé et environnement a été suspendu pour des raisons de priorités.		Non							
3	3.3 Réduire les impacts de l'environnement sur la santé	3.3 M5	Une réflexion est menée sur la manière de thématiser l'impact de l'environnement sur la santé humaine dans le cadre des Journées Réseau PSP et sur les éléments à communiquer en priorité.	2023	2023	DSAS	Service de la santé publique (SSP)		La commission cantonale de promotion de la santé et de prévention avait proposé pour 2024 le focus sur la thématique "environnement en santé", avec comme objectif de mener une demi-journée dialogue sur cette thématique. La commission n'a pas repris ce focus spécifique en 2024. Par contre, au niveau intercantonal latin, un groupe de travail a été mis sur pied pour travailler conjointement sur le thème "promotion de la santé et environnement/climat" dans l'idée de développer un argumentaire ou un cadre de référence propre à la promotion de la santé.	Deux séances intercantionales en 2024 permettant de traiter du thème environnement et santé. Présentation d'une documentation réalisée par le canton de VD (à usage interne) sur les thèmes de la promotion et prévention de la santé et du climat.	Non							
3	3.3 Réduire les impacts de l'environnement sur la santé	3.3 M6	Des diagnostics amiables des bâtiments de l'Etat sont réalisés (priorité 1 et 2). Suite à cela, d'éventuels assainissements sont planifiés et seront réalisés.	2021	2026	DIME	Service des bâtiments (Sbat)		Des diagnostics (screening) ont été réalisés et des assainissements sont planifiés. La mesure avance malgré un manque de ressources, notamment pour les assainissements.	Des diagnostics polluants du bâtiment (radon et / ou amiante) ont été planifiés et réalisés (109 bâtiments entre 2022 et 2024) avec une définition des degrés d'urgence. Les prochaines étapes sont la poursuite des diagnostics et la planification des assainissements à mettre en oeuvre en cas de risque pour les utilisateurs et utilisatrices par la section Entretien et exploitation des bâtiments. En cas de rénovations, des analyses et assainissements amiables sont systématiquement réalisés.	Non				Les ressources internes pour les assainissements urgents (section entretien et exploitation) sont insuffisantes.			
4	4.1 Encourager l'éducation en faveur d'un développement durable	4.1 M1	La désignation d'une ou un professeur-e responsable de l'éducation au développement durable au sein de la Haute Ecole Pédagogique (HEP) et de l'Université (formation des enseignantes et enseignants) est fortement encouragée.	2021	2021	DFAC	SAJU		Mesure terminée		Oui							
4	4.1 Encourager l'éducation en faveur d'un développement durable	4.1 M2	Un réseau cantonal de coordination pour l'éducation en faveur d'un développement durable (EDO) est créé. Il est chargé d'harmoniser la formation initiale et la formation continue des enseignantes et enseignants en matière d'EDO, d'assurer la cohérence de l'enseignement et son alignement avec l'Agenda 2030, d'obtenir une vue d'ensemble des prestations déjà fournies, de faire l'inventaire des besoins en termes de moyens d'enseignement et de relayer ces besoins à la Conférence des directeurs de l'instruction publique. Y sont conviés des représentantes et représentants de la HEP, de l'Université (formation des enseignantes et enseignants), des écoles spécialisées, et collaboratrices et collaborateurs pédagogiques chargés de l'EDO à la Direction de la formation et des affaires culturelles (DFAC), des enseignantes et enseignants de chaque cycle et les directeurs d'établissements. Ce réseau est monté et géré par une coordinatrice cantonale ou un coordinateur cantonal pour l'éducation au développement durable.	2021	2026	DFAC	Service de l'enseignement obligatoire de langue française (SEnOF)		Le travail avance progressivement, mais un temps supplémentaire a été nécessaire pour échanger avec toutes les personnes concernées.	Plusieurs rencontres du réseau cantonal de l'éducation au développement durable (EDO) ont eu lieu (environ 60 personnes y ont participé). Lors de chaque conférence de presse de la rentrée scolaire des informations concernant l'état d'avancement des travaux dans le domaine de l'EDO sont données. Plusieurs échanges ont eu lieu avec les sous-groupes du réseau cantonal pour l'élaboration d'un guide pour les écoles obligatoires en matière d'EDO. Des réflexions sont en cours pour accompagner la mise en oeuvre de ce guide dans les écoles (notamment via un projet pilote qui sera développé l'année prochaine). Des contacts ont été pris avec des partenaires externes pour l'élaboration d'un site internet.	Non	50 000 CHF personnel auxiliaire		Le montant ne correspond plus à un taux d'engagement de 30% (à cause des changements de palier).		Ce montant est une condition cadre pour permettre la mise en oeuvre de l'EDO dans le contexte scolaire, respectivement concrétiser une vision commune d'une école durable à l'horizon 2030. Le montant ne correspond plus à un taux d'engagement de 30% (à cause des changements de palier).		
4	4.1 Encourager l'éducation en faveur d'un développement durable	4.1 M3	Les écoles, y compris les écoles spécialisées, sont fortement encouragées à adhérer au Réseau Ecoles en santé et durables. Elles sont encadrées dans le cadre du processus d'adhésion et de participation. L'adhésion au Réseau Ecoles en santé et durables engage l'école à mettre en oeuvre le développement durable, notamment par des projets d'établissements pertinents, liés à des mesures concrètes. L'adhésion à un tel réseau est un moyen très efficace de formation continue des enseignants et enseignantes, qui leur permet de mettre en pratique l'EDO de manière conforme aux principes des plans d'études scolaires. Elle constitue un levier puissant en faveur de la sensibilisation des élèves aux enjeux du développement durable, car elle leur permet de le vivre au quotidien.	2021	2026	DSAS/DFAC	Service de la santé publique (SSP), Service de l'enseignement obligatoire de langue française (SEnOF), Service de l'enseignement obligatoire de langue allemande (DOA)			Promotion du réseau fribourgeois d'écoles en santé et durable (RE21) francophone et germanophone et accompagnements des écoles post-obligatoires: - Fin 2024, le réseau compte au total 50 écoles, 37 de l'obligatoire et 13 du post-obligatoire. Cela représente au total 8 nouvelles écoles membres par rapport à l'année 2023. - 9 écoles membres ont renouvelé leur convention en 2024. - Les travaux d'élaboration de la plateforme internet du Réseau fribourgeois d'écoles21 par REPER ont été lancés (lancement prévu en 2025). - Impulsion de 9 projets d'établissement mis en place par les écoles (7 écoles obl., 2 écoles post-obl.). - Réalisation du projet Cité idéale au total 45 classes ont participé à ce projet depuis 2021 (10 classes pour l'année scolaire 2021-22, 11 classes pour l'année scolaire 2022-23, 12 classes pour l'année scolaire 2023-24 et actuellement 12 classes pour l'année scolaire 2024-25). - Organisation d'une rencontre pour toutes les écoles membres à l'Atelier afin de visiter le projet Ma Cité idéale	Non	100 000 CHF						
4	4.1 Encourager l'éducation en faveur d'un développement durable	4.1 M4	Le Concept Santé à l'Ecole est révisé de manière à intégrer les thématiques de développement durable pertinentes pour le milieu scolaire.	2022	2026	DSAS/DFAC	Service de la santé publique (SSP)		Mesure terminée en 2023		Oui							
4	4.2 Assurer une éducation préscolaire de qualité	4.2 M1	Dans le cadre du Plan d'action « Je participe! » 2023-2026 et de l'élaboration du futur Concept cantonal d'encouragement précoce, et en tenant compte des décisions prises dans le cadre du DETTEC, l'attente des objectifs d'intégration, d'éducation et de participation dans la conception de l'accueil extrascolaire, est encouragée auprès des actrices et acteurs concernés de manière à ce que tous les enfants puissent être intégrés dans ce type de structure. Un outil valorisant les bonnes pratiques participatives au sein des structures d'accueil est développé (mesure commune avec les cibles 5.3 et 5.2).	2022	2024	DSAS	Service de l'enfance et de la jeunesse (SEJ)		Les discussions concernant l'outil promouvant la participation et l'inclusivité dans la petite enfance à destination des structures d'accueil extrascolaire et des communes se poursuivent mais avec la démission de la déléguée cela a pris un certain retard.	L'intégration, l'éducation et la participation sont des concepts importants qui ont été intégrés dans le plan d'action « Je participe! » 2023-2026 et dans la Stratégie Petite Enfance ainsi que son plan de mesures. Un accord particulier a été mis sur l'inclusion des enfants à besoins spécifiques, afin de leur garantir un encadrement adapté. Le financement des formations pour le personnel reste en place, et en 2024, il a été étendu à l'ensemble des équipes.	Non	20'000 CHF personnel auxiliaire						
5	5.1 Mettre fin aux discriminations de genre	5.1 M1	Dans le cadre de la lutte contre des formes de discrimination et de violence basées sur le genre, déployée dans le canton de Fribourg de l'exposition « Plus fort que la violence », interactive, bilingue et encadrée par le personnel du bureau de l'égalité et de la famille, par la police cantonale et des professionnel·le·s du réseau. L'exposition, composée d'éléments en bois, notamment construits par des personnes incarcérées, est le fruit d'une large collaboration de différents partenaires.	2021	2026	DSAS	Bureau de l'égalité hommes-femmes et de la famille (BEF)			L'exposition a été montée au Collège du Sud à Bulle où 21 classes ont pu découvrir cette exposition, guidées par des animateur·trices du réseau cantonal de lutte contre la violence au sein du couple. Le BEF y a pour sa part accompagné 6 visites de milieux politiques et professionnels, ainsi que 3 visites de privé-e-s rendant une journée publique. L'exposition a fait l'objet d'une restauration de certains de ses éléments et s'est vue enrichie avec du nouveau contenu permettant de présenter de façon attractive la Convention d'Istanbul.	Non	30 000 CHF				Dans un contexte de manque chronique d'EPT (Equivalent plein-temps) consacrés à la violence domestique et aux tâches de coordination cantonale dans la thématique, les ressources humaines pour accompagner la mesure ont atteint leurs limites.		
5	5.1 Mettre fin aux discriminations de genre	5.1 M2	Dans le cadre de la lutte contre la violence au sein du couple et ses incidences sur les enfants (enurésie, troubles du sommeil et autres symptômes post-traumatiques) mais aussi afin de lutter contre la reproduction trans-générationnelle de ce type de violence, organisation d'ateliers pour les enfants victimes de violences liées au couple parental. Ces ateliers se baseront sur une approche par les contes.	2022	2026	DSAS	Bureau de l'égalité hommes-femmes et de la famille (BEF)			L'accent a porté sur les auteurs de violence domestique dans le contexte de la reproduction trans-générationnelle de la violence domestique. Le 4 juin 2024, le BEF en partenariat avec le Réseau fribourgeois de santé mentale (RFSM) a organisé une formation intitulée « Profils des auteurs de violence conjugale et prédateurs de l'abandon thérapeutique » qui a réuni environ 70 personnes et dont les échos sont positifs. Le BEF a aussi soutenu le projet Hors Limites, un spectacle-théâtre qui vise à sensibiliser le public aux comportements violents dans l'espace familial à partir de récits authentiques. Dans le Canton de Fribourg, près de 960 personnes ont vu le récit-témoignage lors des 12 représentations publiques et des 6 représentations dédiées à un public de professionnels.	Non	15 000 CHF				Dans un contexte de manque chronique d'EPT (Equivalent plein-temps) consacrés à la violence domestique et aux tâches de coordination cantonale dans la thématique, les ressources humaines pour accompagner la mesure ont atteint leurs limites.		

ODD	Cible	N° de mesure	Intitulé de la mesure	Début de la mesure	Fin de la mesure	Direction responsable	Service responsable	Etat d'avancement de la mesure en 2024	Commentaire "Etat avancement de la mesure en 2024"	Quels résultats concrets ont été réalisés en 2024?	La mesure est-elle terminée?	Ressources financières inscrites au budget développement durable en 2024	Etat des moyens financiers pour mettre en oeuvre la mesure (et non de manière générale). A remplir seulement si des montants existent dans le budget DD.	Commentaire "Etat des moyens financiers"	Etat des ressources en personnel pour mettre en oeuvre la mesure (et non de manière générale)	Commentaire "Etat des ressources en personnel"	Tendance générale depuis le démarrage de la mesure
								2 = (vert) tout se déroule bien et selon le calendrier prévu 1 = (orange) quelques difficultés rencontrées, retards prévus ou déjà de légers retards 0 = (rouge) très gros retards ou projet bloqué					2 = (vert) budget correct, il a été totalement dépensé 1 = (orange) budget insuffisant ou budget qui n'a été que partiellement dépensé 0 = (rouge) manque important d'argent ou incapacité à dépenser le montant au budget		2 = (vert) ressources suffisantes 1 = (jaune) les ressources risquent de manquer 0 = (rouge) ressources insuffisantes		2 = (vert) Tout se déroule bien 1 = (orange) Quelques difficultés de natures diverses. 0 = (rouge) Grosses difficultés de diverses natures et/ou très gros retards ou projet bloqué et/ou nette insuffisance de ressources.
5	5.1 Mettre fin aux discriminations de genre	5.1 M3	Un chapitre relatif à la question du genre et de la diversité dans les activités et les infrastructures Enfance & jeunesse est intégré dans la prochaine version du Guide des bonnes pratiques destiné aux communes.	2022	2026	DSAS	Service de l'enfance et de la jeunesse (SEJ)			Développement et diffusion de l'outil d'évaluation intégrant le genre et la diversité, utilisé pour l'analyse des projets soutenus par la Commission Enfance et Jeunesse. Organisation de l'événement "Happy Event", réunissant 50 participants pour présenter le guide national et promouvoir l'inclusion. Elaboration d'une grille de critères de priorisation des demandes de financement, et sera testée en 2025 pour tous les de soutien Enfance Jeunesse.	Oui						
5	5.1 Mettre fin aux discriminations de genre	5.1 M4	Une formation gratuite dans le domaine de l'égalité et de l'éducation non genrée est proposée pour les parents et les professionnel·le·s de la petite enfance, en alternance (mandat du SEJ en partenariat avec les organismes complémentaires).	2021	2026	DSAS	Service de l'enfance et de la jeunesse (SEJ)			Mise en place de deux formations distinctes sur la diversité, l'intégration et l'inclusivité dans les structures d'accueil extrafamilial. 6 ateliers ont été organisés dans diverses structures d'accueil et d'éducation : - Crèche réformée, Fribourg - Kita Schläfli, Mont - Espace de vie enfantine Colibri, Fribourg - Unité mobile - Crèche d'Altären - Groupe de maîtresses d'école maternelle et intervenantes du SEJ	Non	5 000 CHF					
5	5.1 Mettre fin aux discriminations de genre	5.1 M5	Des projets concrets visant à promouvoir l'égalité de genre et la diversité dans les activités et les infrastructures Enfance & jeunesse sont soutenus dans les communes.	2021	2026	DSAS	Service de l'enfance et de la jeunesse (SEJ)			18 activités "Fleur de chantier", liées à la thématique de l'image de soi ont été organisées dans 9 centres d'animation socioculturelle du canton (= environs 400 jeunes et 35 accompagnant·e·s). 4 ateliers "Théâtre-Forum Lasso" ont été organisés dans 3 centres d'animation du canton (= 45 jeunes et 10 animateurs et animatrices). Ces ateliers sur le thème du genre ont des focus particuliers sur les injures sexistes, l'homophobie ou encore le harcèlement de rue. Lecture de contes sur l'entraide et la solidarité dans le cadre de la Semaine "Rebelles" du Service enfance-jeunesse de la ville de Bulle (semaine avec plusieurs activités autour du thème de la place des filles et des femmes dans différents milieux) (=11 enfants) Projet "Plan Cœur" : week-end d'ateliers thématiques organisé par le Service enfance-jeunesse de la Ville de Bulle (prévention des violences dans les relations, réflexion sur les stéréotypes de genre, notion de consentement, promotion des compétences psychosociales, ...) (= 15 jeunes)	Non	25 000 CHF					
5	5.2 Mettre en place l'égalité salariale	5.2 M1	Les entreprises sont sensibilisées et formées aux outils de vérification de l'égalité salariale.	2021	2026	DSAS	Bureau de l'égalité hommes-femmes et de la famille (BEF)		Les travaux ont été fortement ralentis dans le dernier trimestre de 2024 avec des absences de longue durée du personnel auxiliaire, une partie des EPT dédiés en cours de recrutement et ne pouvant être repouvue immédiatement, ainsi qu'une démission.	Le cours de 28 périodes d'enseignement sur l'égalité dans le monde professionnel a été donné pour la 21ème fois par le BEF à la Haute école de gestion Fribourg HEG-FR (à l'attention des étudiant·e·s de 3ème année de Bachelor en économie d'entreprise). Le nombre de personnes inscrites a augmenté en 2024. C'est la HEG-FR qui a financé cette année les frais de chargées de cours. En 2024, un atelier sur les carrières et la relève organisé en partenariat avec la Fédération Patronale et Économique FPE-CIGA a dû malheureusement être annulé par manque d'inscription. Un nouveau partenariat a été développé en 2024 avec la coordinatrice pour le Canton de Fribourg du Swiss Triple Impact (B Lab Suisse). Dans le cadre d'un atelier donné en ligne sur la plateforme des événements du STI, le BEF a présenté son approche dans l'information et l'accompagnement des entreprises du Canton de Fribourg en matière de management égalitaire. La brochure avec les outils principaux d'un management égalitaire a fait l'objet d'une large diffusion auprès d'entreprises privées et des communes du Canton totalisant 880 contacts. Des travaux sont en cours pour élaborer un kit (vidéo et modules de e-learning) venant compléter cette brochure et permettre à un plus grand nombre d'entreprises fribourgeoises de s'emparer de façon pratique et autonome du savoir et des outils développés par le BEF.	Non	40'000 CHF personnel auxiliaire (montant commun avec la mesure 5.3 M1)		Les 1.4 EPT (somme totale) ont pu être financés dans le cadre du budget 2024. Les ressources en personnel ont néanmoins manqué dans le dernier trimestre de 2024 (absences de longue durée) .			
5	5.3 Garantir la participation active des femmes à tous les niveaux de décisions	5.3 M1	La présence des femmes à des postes de cadres est activement promue au sein des entreprises. Celles-ci sont sensibilisées à la valeur ajoutée que peut leur apporter la mixité et à la façon de les travailler.	2021	2026	DSAS	Bureau de l'égalité hommes-femmes et de la famille (BEF)		Les travaux ont été fortement ralentis dans le dernier trimestre de 2024 avec des absences de longue durée du personnel auxiliaire, une partie des EPT dédiés en cours de recrutement et ne pouvant être repouvue immédiatement, ainsi qu'une démission.	Le cours de 28 périodes d'enseignement sur l'égalité dans le monde professionnel a été donné pour la 21ème fois par le BEF à la Haute école de gestion Fribourg HEG-FR (à l'attention des étudiant·e·s de 3ème année de Bachelor en économie d'entreprise). Le nombre de personnes inscrites a augmenté en 2024. C'est la HEG-FR qui a financé cette année les frais de chargées de cours. En 2024, un atelier sur les carrières et la relève organisé en partenariat avec la Fédération Patronale et Économique FPE-CIGA a dû malheureusement être annulé par manque d'inscription. Un nouveau partenariat a été développé en 2024 avec la coordinatrice pour le Canton de Fribourg du Swiss Triple Impact (B Lab Suisse). Dans le cadre d'un atelier donné en ligne sur la plateforme des événements du STI, le BEF a présenté son approche dans l'information et l'accompagnement des entreprises du Canton de Fribourg en matière de management égalitaire. La brochure avec les outils principaux d'un management égalitaire a fait l'objet d'une large diffusion auprès d'entreprises privées et des communes du Canton totalisant 880 contacts. Des travaux sont en cours pour élaborer un kit (vidéo et modules de e-learning) venant compléter cette brochure et permettre à un plus grand nombre d'entreprises fribourgeoises de s'emparer de façon pratique et autonome du savoir et des outils développés par le BEF.	Non	40'000 CHF personnel auxiliaire (montant commun avec la mesure 5.2 M1)		Les 1.4 EPT (somme totale) ont pu être financés dans le cadre du budget 2024. Les ressources en personnel ont néanmoins manqué dans le dernier trimestre de 2024 (absences de longue durée) .			
5	5.3 Garantir la participation active des femmes à tous les niveaux de décisions	5.3 M2	La participation professionnelle des femmes est encouragée de manière transversale, en intégrant cette question dans les politiques sectorielles déterminantes, notamment celles ayant une influence sur la conciliation entre vie professionnelle et vie privée ainsi que sur la formation professionnelle.	2022	2026	DSAS	Bureau de l'égalité hommes-femmes et de la famille (BEF)		Les travaux ont été fortement ralentis dans le dernier trimestre de 2024 avec des absences de longue durée du personnel auxiliaire, une partie des EPT dédiés en cours de recrutement et ne pouvant être repouvue immédiatement, ainsi qu'une démission.	Le BEF collabore avec 12 services de l'Etat, notamment : SPC / DIME : formation à LOGIB, échanges et réflexions en matière de contrôle de l'égalité salariale dans les offres de marché public; BSE : participation du BEF au groupe d'expert·e·s. IMR BEF a intégré le GT Intersectionnalité. SStat : avancée dans un projet d'indicateurs statistiques sur l'égalité de genre dans le monde professionnel dont la publication est prévue au printemps 2025. SPN: participation du BEF à un groupe de travail sur la conciliation entre la vie privée et la vie professionnelle des gardes-faune avec des mesures d'amélioration concrètes.	Non	10'000 CHF 40'000 CHF personnel auxiliaire		Les 1.4 EPT (somme totale) ont pu être financés dans le cadre du budget 2024. Les ressources en personnel ont néanmoins manqué dans le dernier trimestre de 2024 (absences de longue durée, recrutement en cours). Pour un bon usage des ressources à disposition, il est important de fixer des priorités chaque année dans cette mesure qui demande beaucoup de flexibilité et de force de proposition de la part du personnel auxiliaire. Le démarrage peut aboutir à des collaborations ou non. Quand une nouvelle collaboration démarre, elle demande un accompagnement fort les premières années ou le temps du projet.			
5	5.3 Garantir la participation active des femmes à tous les niveaux de décisions	5.3 M3	Une évaluation des résultats de la mise en oeuvre du PEAC (Plan égalité dans l'administration cantonale) est menée. Selon les résultats de cette évaluation, des moyens supplémentaires sont libérés pour la mise en oeuvre du Plan (mesure commune avec la cible 8.2).	2023	2024	DSAS	Bureau de l'égalité hommes-femmes et de la famille (BEF)			Le rapport "Analyse de la situation 2020" sur la mise en oeuvre du Plan pour l'égalité entre les femmes et les hommes au sein de l'Administration cantonale (PEAC) est paru et a été diffusé. L'analyse met en avant des améliorations en matière d'égalité comme une hausse de la proportion de femmes dans l'Administration centrale de l'Etat de Fribourg qui est passée de 55.4% (2014) à 58.1% (2020). Il y a un progrès aussi quant à la parité dans les classes salariales supérieures, mais encore avec des défis dans les classes 24-27 et 28+. Des efforts additionnels, notamment en termes de conciliation vie familiale/privée - vie professionnelle et dans l'accès des femmes aux postes de cadres supérieures, ont été identifiés et débouchent sur des mesures du Plan pour l'égalité entre les femmes et les hommes au sein de l'Administration cantonale (PEAC): amélioration continue de la formation pour les cadres en management égalitaire au moyen de capsules vidéo, échange facilité entre les entités de gestion sur les bonnes pratiques et les défis, ateliers pour les parents et les proches aidants.	Oui	13500		Les 1.4 EPT (somme totale) ont pu être financés dans le cadre du budget 2024. Les ressources en personnel ont néanmoins manqué dans le dernier trimestre de 2024 (absences de longue durée) .			
5	5.3 Garantir la participation active des femmes à tous les niveaux de décisions	5.3 M4	La Nouvelle politique du personnel est conçue de manière à intégrer des mesures visant à flexibiliser les horaires, lieux et formes de travail en vue d'une meilleure conciliation entre vie personnelle et professionnelle des collaboratrices et collaborateurs (notamment via la promotion du job-sharing et du top-sharing, des possibilités de télétravail et des conférences vidéo, et grâce à la formation des cadres à la gestion d'équipes en travail mobile) (mesure commune avec la cible 8.2).	2023	2026	DFN	Service du personnel et d'organisation (SPO)		Mesure terminée en 2023.								
5	5.3 Garantir la participation active des femmes à tous les niveaux de décisions	5.3 M5	Les besoins en termes de conciliation entre vie professionnelle et personnelle sont recensés au sein de chaque direction. A l'issue de cette démarche, des mesures sont planifiées par les directions en vue d'offrir une réponse adéquate aux besoins exprimés (mesure commune avec la cible 8.2).	2022	2023	DSAS	Bureau de l'égalité hommes-femmes et de la famille (BEF)		Au moment du lancement de l'enquête de conciliation, les travaux ont été stoppés dans le dernier trimestre de 2024 avec des absences de longue durée du personnel auxiliaire et une partie des EPT dédiés en cours de recrutement et ne pouvant être repouvue immédiatement. Pour des raisons stratégiques et de gestion du temps, cette mesure est encore en cours, mais avec de bonnes perspectives de se terminer fin 2025.	Un mandat a été attribué à la Fachstelle UND, centre de compétences pour la mise en oeuvre de la conciliation entre vie professionnelle et vie privée, pour préparer une enquête auprès du personnel de l'Etat et en restituer les résultats aux Directions. En étroite collaboration avec le Service du Personnel, tous les travaux de préparation des questions de l'enquête, de la portée de l'enquête, ainsi que de la diffusion de l'enquête auprès du personnel ont été réalisés en 2024.	Non				Les ressources en personnel ont manqué dans le dernier trimestre de 2024 (absences de longue durée)		
5	5.3 Garantir la participation active des femmes à tous les niveaux de décisions	5.3 M6	La formation « Égalité femmes-hommes dans les pratiques managériales », développée dans le cadre du PEAC, est proposée aux entreprises intéressées.	2021	2026	DSAS	Bureau de l'égalité hommes-femmes et de la famille (BEF)		Les travaux ont été fortement ralentis dans le dernier trimestre de 2024 avec des absences de longue durée du personnel auxiliaire, une partie des EPT dédiés en cours de recrutement et ne pouvant être repouvue immédiatement, ainsi qu'une démission.	Le cours de 28 périodes d'enseignement sur l'égalité dans le monde professionnel a été donné pour la 21ème fois par le BEF à la Haute école de gestion Fribourg HEG-FR (à l'attention des étudiant·e·s de 3ème année de Bachelor en économie d'entreprise). Le nombre de personnes inscrites a augmenté en 2024. En 2024, un atelier sur les carrières et la relève organisé en partenariat avec la Fédération Patronale et Économique FPE-CIGA a dû malheureusement être annulé par manque d'inscription. Un nouveau partenariat a été développé en 2024 avec la coordinatrice pour le Canton de Fribourg du Swiss Triple Impact (B Lab Suisse). Dans le cadre d'un atelier donné en ligne sur la plateforme des événements du STI, le BEF a présenté son approche dans l'information et l'accompagnement des entreprises du Canton de Fribourg en matière de management égalitaire. La brochure avec les outils principaux d'un management égalitaire a fait l'objet d'une large diffusion auprès d'entreprises privées et des communes du Canton totalisant 880 contacts. Des travaux sont en cours pour élaborer un kit (vidéo et modules de e-learning) venant compléter cette brochure et permettre à un plus grand nombre d'entreprises fribourgeoises de s'emparer de façon pratique et autonome du savoir et des outils développés par le BEF.	Non	5000 + 40'000 CHF personnel auxiliaire		Les 1.4 EPT (somme totale) ont pu être financés dans le cadre du budget 2024. Les ressources en personnel ont néanmoins manqué dans le dernier trimestre de 2024 (absences de longue durée) .			
6	6.1 Gérer les eaux de manière intégrée en vue d'une amélioration de leur qualité	6.1 M1	Les besoins en infrastructure de l'eau (réserves et adduction d'eau potable, réseaux d'évacuation et station d'épuration des eaux (STEP)) liés aux futurs développements du territoire sont anticipés et planifiés, afin d'assurer un développement territorial compatible avec la préservation des ressources en eau.	2021	2026	DIME	Service de l'environnement (SEn)			Une évaluation s'est poursuivie afin de déterminer les conflits éventuels entre l'agrandissement des Stations d'épuration des eaux STEP du canton et d'autres intérêts (par exemple : surfaces d'assèchement, espaces réservés aux eaux, zones de protection des eaux souterraines, ...).	Non	25 000 CHF					
6	6.1 Gérer les eaux de manière intégrée en vue d'une amélioration de leur qualité	6.1 M2	La protection des eaux souterraines potentiellement exploitables pour l'alimentation en eau potable et la protection des eaux de surface abritant une faune digne de préservation sont renforcées.	2021	2026	DIME	Service de l'environnement (SEn)			Deux études ont été réalisées, une pour les eaux souterraines, l'autre pour les eaux superficielles.	Non	25 000 CHF					
6	6.1 Gérer les eaux de manière intégrée en vue d'une amélioration de leur qualité	6.1 M3	Afin de garantir une bonne qualité des eaux de surface favorables au développement de la vie aquatique, les sources de pollutions chroniques sont identifiées et des mesures d'assainissement sont proposées, ceci afin d'anticiper les cas de pollutions à risques.	2021	2026	DIME	Service de l'environnement (SEn)			Une étude s'est poursuivie afin de définir les rejets admissibles dans les cours d'eau, en termes de quantité et de qualité. Une autre a débuté afin de faciliter la recherche de l'origine des constats d'insuffisance de la qualité des eaux de surface.	Non	25 000 CHF					









ODD	Cible	N° de mesure	Intitulé de la mesure	Début de la mesure	Fin de la mesure	Direction responsable	Service responsable	Etat d'avancement de la mesure en 2024	Commentaire "Etat avancement de la mesure en 2024"	Quels résultats concrets ont été réalisés en 2024?	La mesure est-elle terminée?	Ressources financières inscrites au budget développement durable en 2024	Etat des moyens financiers pour mettre en oeuvre la mesure (et non de manière générale). A remplir seulement si des montants existent dans le budget DD.	Commentaire "Etat des moyens financiers"	Etat des ressources en personnel pour mettre en oeuvre la mesure (et non de manière générale)	Commentaire "Etat des ressources en personnel"	Tendance générale depuis le démarrage de la mesure
								2 = (vert) tout se déroule bien et selon le calendrier prévu 1 = (orange) quelques difficultés rencontrées, retards prévus ou déjà de légers retards 0 = (rouge) très gros retards ou projet bloqué					2 = (vert) budget correct, il a été totalement dépensé 1 = (orange) budget insuffisant ou budget qui n'a été que partiellement dépensé 0 = (rouge) manque important d'argent ou incapacité à dépenser le montant au budget		2 = (vert) ressources suffisantes 1 = (jaune) les ressources risquent de manquer 0 = (rouge) ressources insuffisantes		2 = (vert) Tout se déroule bien 1 = (orange) Quelques difficultés de natures diverses. 0 = (rouge) Grosses difficultés de diverses natures et/ou très gros retards ou projet bloqué et/ou nette insuffisance de ressources.
6	6.1 Gérer les eaux de manière intégrée en vue d'une amélioration de leur qualité	6.1 M4	Des recommandations sur la manière de récupérer les eaux sont formulées dans la page Internet du SEn consacrées à l'évacuation des eaux.	2021	2021	DIME	Service de l'environnement (SEn)		Cette mesure sera mise en oeuvre ultérieurement dans le cadre de la mesure 2-7 du Plan Sectoriel des Infrastructures d'Eau potable: "Mettre à disposition des outils de sensibilisation aux économies d'eau" (planification en phase de consultation). Malgré le retard pris, il est prévu de mettre en oeuvre cette mesure d'ici 2026.		Non						
6	6.1 Gérer les eaux de manière intégrée en vue d'une amélioration de leur qualité	6.1 M5	Les communes, réunies en bassins-versants, sont soutenues dans le déploiement de la gestion globale des eaux de manière à protéger et utiliser des eaux dans les intérêts des consommatrices et des consommateurs individuels, des milieux naturels, de l'agriculture ou d'autres secteurs de l'économie. Ce soutien se fait notamment à travers la mise à disposition de cahiers des charges type pour l'élaboration des plans directeurs de bassin versant et la formation de spécialistes dans le domaine de l'eau.	2021	2026	DIME	Service de l'environnement (SEn)			Une étude a débuté afin de soutenir les communes et associations actives dans le domaine de l'eau pour l'établissement de plans d'urgence en cas de pénurie d'électricité.	Non	30 000 CHF					
7	7.1 Accroître la part des énergies renouvelables et améliorer l'efficacité énergétique	7.1 M1	Une campagne est menée afin de sensibiliser la population aux économies d'énergie sur le modèle de la campagne OFF, en fonction des décisions du Conseil d'Etat concernant la communication au sujet de la pénurie d'énergie.	2024	2026	DEEF	SdE			La mesure a été mise en oeuvre en 2022-2023. Durant les hivers 2022-2023, l'Etat de Fribourg a notamment invité, à travers une campagne de communication, les ménages privés et les propriétaires à baisser le chauffage, à consommer moins d'électricité et à utiliser moins d'eau, en particulier l'eau chaude.	Oui						
7	7.1 Accroître la part des énergies renouvelables et améliorer l'efficacité énergétique	7.1 M2	Une étude coût/bénéfice est ajoutée au prochain rapport sur la Stratégie énergétique (2015–2020) afin de montrer les gains économiques de la transition énergétique (en termes d'économies financières mais aussi d'emploi). Le canton dépense environ 1 milliard de francs chaque année pour l'achat de combustibles fossiles. Se tourner totalement vers les énergies renouvelables permettra, à long terme, de rapatrier une partie importante de ce montant dans le canton, au profit des entreprises locales.	2021	2022	DEEF	SdE		Mesure terminée		Oui						
7	7.1 Accroître la part des énergies renouvelables et améliorer l'efficacité énergétique	7.1 M3	Un processus pour le contrôle des émissions des petits chauffages à bois (< 70 kW) est développé. Une action de sensibilisation est lancée afin que les petits chauffages à bois (< 70kW) soient conçus et exploités de manière à en minimiser les émissions.	2022	2023	DIME	SEn		Mesure terminée		Oui						
7	7.1 Accroître la part des énergies renouvelables et améliorer l'efficacité énergétique	7.1 M4	Les installations hydrauliques sont assainies conformément aux dispositions légales afin de garantir des conditions viables pour la faune piscicole.	2021	2026	DIME	Service de l'environnement (SEn)			L'Etat a choisi la variante optimale pour l'assainissement des éclusées à l'aval du barrage de Schiffenen. Celle-ci prévoit de dériver les eaux vers le Lac de Morat.	Non				Un nouveau chef de projet "Schiffenen-Morat" (SCHEM) a été désigné.		
7	7.1 Accroître la part des énergies renouvelables et améliorer l'efficacité énergétique	7.1 M5	L'énergie produite par les STEP et les réseaux d'évacuation des eaux est promue ; les détenteurs de ces installations sont invités à valoriser cette énergie lors de chaque construction ou adaptation. Cette mesure complètera à terme les mesures et les actions de préparation à la pénurie d'énergie réalisées dans le cadre des travaux au sein du Canton.	2022	2023	DEEF	SdE		Mesure terminée		Oui						
7	7.1 Accroître la part des énergies renouvelables et améliorer l'efficacité énergétique	7.1 M6	Les bâtiments de l'Etat sont progressivement assainis conformément au programme d'assainissement.	2021	2026	DIME	Service des bâtiments (Sbat)		Le message de crédit cadre pour assurer l'assainissement des bâtiments prioritaires est encore en cours de finalisation par la direction Sbat (passage prévu au Grand Conseil septembre 2025).	Les diagnostics techniques pour les bâtiments du parc immobilier de l'Etat ont été effectués par ordre de priorité (57 bâtiments en 2021 et 52 bâtiments en 2023-2024). Un rapport et une planification ont été faits pour la demande d'un crédit cadre pour l'assainissement de 46 bâtiments prioritaires. L'établissement du message est en cours. Des assainissements techniques ponctuels en vue de diminuer la consommation énergétique ont été effectués (par exemple: changement de luminaires, calorifugeage, raccordement au chauffage à distance, etc.).	Non				La demande de ressources nécessaires à été intégré dans le rapport de demande d'un crédit cadre pour la mise en oeuvre des assainissements pour les bâtiments de l'Etat.		
7	7.1 Accroître la part des énergies renouvelables et améliorer l'efficacité énergétique	7.1 M7	En vue de limiter l'énergie grise des bâtiments de l'Etat et d'atteindre un haut niveau de performances énergétiques et de durabilité, le respect des critères des labels Minergie-P-ECO, Minergie A-ECO ou SNBS est exigé pour toute nouvelle construction ou rénovation en profondeur. Une directive est développée en ce sens.	2021	2022	DEEF/DIME	SdE, Sbat		Mesure terminée		Oui						
7	7.1 Accroître la part des énergies renouvelables et améliorer l'efficacité énergétique	7.1 M8	Les nouvelles constructions et les rénovations importantes sont labellisées selon le Standard Construction Durable Suisse (SNBS).	2021	2026	DIME	Service des bâtiments (Sbat)			12 projets en cours intègrent les exigences du Standard de la construction durable en Suisse (SNBS) dont 4 seront labellisés.	Non					Il y a un besoin croissant de ressources (soutien externe)	
8	8.1 Augmenter la productivité par le soutien aux PME et l'innovation	8.1 M1	Un suivi annuel des objectifs de durabilité du programme NPR est organisé sous la forme d'un échange avec les organismes de soutien (Frib Up, INNOSQUARE, Innoreg-FR).	2024	2026	DEEF	PromFR			La mise en oeuvre de cette mesure contribue également à atteindre la mesure T8 de la Feuille de route de l'économie circulaire du canton de Fribourg. T8: Dans le cadre de la Nouvelle Politique Régionale, l'Economie Circulaire est intégrée parmi les aspects à considérer pour le soutien aux projets collaboratifs.	Non						
8	8.1 Augmenter la productivité par le soutien aux PME et l'innovation	8.1 M2	Les objectifs de durabilité (ODD 2030) sont intégrés dans les objectifs de la NPR (cf. convention-programme modèle d'efficacité). Il en sera tenu compte dans l'examen des projets.	2023	2026	DEEF	Promotion économique du canton de Fribourg (PromFR)			Seulement les projets avec une "couleur" durabilité sont éligibles pour un soutien via la Nouvelle Politique Régionale. La mise en oeuvre de cette mesure contribue également à atteindre la mesure T8 de la Feuille de route de l'économie circulaire du canton de Fribourg. T8: Dans le cadre de la Nouvelle Politique Régionale, l'Economie Circulaire est intégrée parmi les aspects à considérer pour le soutien aux projets collaboratifs.	Oui						
8	8.1 Augmenter la productivité par le soutien aux PME et l'innovation	8.1 M3	Une directive est élaborée en vue de concrétiser la disposition de l'article 3 al. 1bis LPEc, voulant que les projets qui réalisent des contributions significatives au développement durable bénéficient de soutiens financiers exceptionnels. Il s'agit notamment d'examiner quelles formes de tels soutiens peuvent prendre et quels seront les critères d'octroi.	2021	2022	DEEF	SG-DEEF		Mesure terminée		Oui						
8	8.1 Augmenter la productivité par le soutien aux PME et l'innovation	8.1 M4	Une étude portant sur la faisabilité d'un indicateur de valeur ajoutée comptabilisant les coûts liés aux prélèvements sur le capital naturel (par branche d'activité) est menée avec le milieu académique (HES-SO). Le cas échéant, un tel indicateur est mis en oeuvre.	2024	2026	DIME	Bureau de la durabilité (BuD)		Les ressources pour mener cette mesure à bien ont manqué.		Non	10 000 CHF		En raison d'un manque de ressources en personnel interne et des priorités fixées, le montant n'a pas été utilisé.		Ressources insuffisantes pour mener à bien le projet.	
8	8.1 Augmenter la productivité par le soutien aux PME et l'innovation	8.1 M5	Un projet pilote est mené en vue de proposer l'établissement d'un bilan de compétences à la population vulnérable et au personnel des secteurs particulièrement touchés par la numérisation, en prévision de l'entrée en vigueur prochaine de la Stratégie de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) pour l'orientation professionnelle, universitaire et de carrière ainsi que de la mesure du Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI) « Analyse de la situation, évaluation du potentiel, orientation de carrière : offre gratuite pour les adultes de plus de 40 ans » (mesure commune avec la cible 8.2).	2021	2026	DFAC	Service de l'orientation professionnelle et de la formation des adultes (SOPFA)			330 personnes (dès 40 ans) ont été accompagnées dans la réalisation d'un bilan de compétences.	Non	25'000 CHF, montant commun à la mesure 8.1M6				Le montant est juste suffisant pour couvrir les besoins en 2024	
8	8.1 Augmenter la productivité par le soutien aux PME et l'innovation	8.1 M6	Les jeunes adultes non qualifiés (20-30 ans) sont épaulés dans la préparation de leur dossier de candidature et d'un entretien d'embauche. Cette tâche d'encadrement est accomplie par une conseillère ou un conseiller en orientation (financé par le SOPFA) et par une ou un spécialiste RH senior (mesure commune avec la cible 8.2).	2021	2026	DFAC	Service de l'orientation professionnelle et de la formation des adultes (SOPFA)			103 ateliers gratuits sur le dossier de candidature et l'entretien d'embauche ont été réalisés, avec un total de 292 participant.e.s	Non	25'000 CHF, montant commun à la mesure 8.1M5 18'500 CHF personnel auxiliaire					
8	8.1 Augmenter la productivité par le soutien aux PME et l'innovation	8.1 M7	Une base de données permettant de numériser tous les bâtiments (données du bâtiment, contrats, assainissement) est mise en oeuvre. Des ressources sont réservées au Service des bâtiments pour l'assistance et l'encadrement des sous-traitants confrontés aux marchés publics basés sur l'approche du « Building information modeling » (BIM) et/ou intégrant les nouvelles technologies du bâtiment (notamment objets connectés, capteurs, domotique). On entend par là surmonter la fracture numérique (mesure commune avec la cible 8.2).	2022	2026	DIME	Service des bâtiments (Sbat)		Les ressources en interne ne permettent pas de réaliser tous les projets souhaités (cf commentaire ressources internes)	Etablissement d'un shanepoint interne au Service des bâtiments (Sbat): un recensement et une centralisation des données sur les bâtiments sont toujours en cours. En 2024, nous nous sommes focalisés sur la vectorisation des plans des bâtiments existants et l'établissement des surfaces selon SIA416. Aucune action n'a été faite au niveau du « Building information modeling » (BIM).	Non				Pas suffisamment de ressources en interne. Ressources externes sont nécessaires pour l'instant.		
8	8.2 Assurer un accès pour toute-e à un travail décent et satisfaisant	8.2 M1	Le dispositif cantonal d'aide aux jeunes en difficulté d'insertion professionnelle (CJD) et sa Plateforme Jeunes (portés par la DEEF, la DFAC, la DSAS et la DIAF) recourent des moyens leur permettant d'assurer leurs missions, mais également de réagir rapidement en cas de besoins par la mise en place de mesures adaptées.	2021	2026	DEEF	Service de la formation professionnelle (SFPF)			Un nouveau dépliant informant sur le dispositif d'insertion professionnelle a été mis en place.	Non	15 000 CHF		Les moyens financiers disponibles permettent de prendre en charge certains projets annexes facilitant le lien et la collaboration interservices		En l'état les ressources en personnel sont suffisantes.	
8	8.2 Assurer un accès pour toute-e à un travail décent et satisfaisant	8.2 M2	L'engagement des entreprises fribourgeoises en faveur de la réinsertion des chômeuses et chômeurs de longue durée sur le premier marché est encouragé et valorisé, notamment à travers le développement d'une plateforme commune entre l'aide sociale, l'assurance chômage et l'assurance invalidité. Les entreprises peuvent être valorisées par un label qui reconnaît leur engagement dans la lutte contre le chômage de longue durée.	2021	2026	DSAS	Service de l'action sociale (SASoc)			Accord du canton de Genève pour utilisation de la base de données ricrac.ch et développement de la plateforme en conséquence, prise de contact avec organe de labellisation durabilité en vue de mettre en évidence l'implication des entreprises du canton de Fribourg	Non	20 000 CHF					
8	8.3 Promouvoir un tourisme durable	8.3 M1	Des réflexions sont engagées sur les moyens de renforcer l'attractivité des transports publics et du vélo pour accéder aux lieux et attractions touristiques.	2021	2022	Autre	UFT		Mesure terminée		Oui						
8	8.3 Promouvoir un tourisme durable	8.3 M2	Un dialogue est engagé avec les parcs naturels régionaux fribourgeois sur ce qu'est la véritable durabilité du tourisme.	2021	2022	Autre	UFT		Mesure terminée		Oui						
9	9.1 Faire de Fribourg un vivier de l'innovation durable	9.1 M1	Une nouvelle mention « Durabilité » est mise sur pied dans le cadre du Prix à l'innovation du canton de Fribourg à la place de la mention « Cleantech » et les conditions d'octroi en sont redéfinies.	2021	2022	DEEF	PromFR		Mesure terminée		Oui						

ODD	Cible	N° de mesure	Intitulé de la mesure	Début de la mesure	Fin de la mesure	Direction responsable	Service responsable	Etat d'avancement de la mesure en 2024	Commentaire "Etat avancement de la mesure en 2024"	Quels résultats concrets ont été réalisés en 2024?	La mesure est-elle terminée?	Ressources financières inscrites au budget développement durable en 2024	Etat des moyens financiers pour mettre en oeuvre la mesure (et non de manière générale). A remplir seulement si des montants existent dans le budget DD.	Commentaire "Etat des moyens financiers"	Etat des ressources en personnel pour mettre en oeuvre la mesure (et non de manière générale)	Commentaire "Etat des ressources en personnel"	Tendance générale depuis le démarrage de la mesure
								2 = (vert) tout se déroule bien et selon le calendrier prévu 1 = (orange) quelques difficultés rencontrées, retards prévus ou déjà de légers retards 0 = (rouge) très gros retards ou projet bloqué					2 = (vert) budget correct, il a été totalement dépensé 1 = (orange) budget insuffisant ou budget qui n'a été que partiellement dépensé 0 = (rouge) manque important d'argent ou incapacité à dépenser le montant au budget		2 = (vert) ressources suffisantes 1 = (jaune) les ressources risquent de manquer 0 = (rouge) ressources insuffisantes		2 = (vert) Tout se déroule bien 1 = (orange) Quelques difficultés de natures diverses. 0 = (rouge) Grosses difficultés de diverses natures et/ou très gros retards ou projet bloqué et/ou nette insuffisance de ressources.
9	9.1 Faire de Fribourg un vivier de l'innovation durable	9.1 M2	Une réflexion est menée sur la manière d'amener tous les clusters soutenus par la Nouvelle Politique Régionale (NPR) à intégrer les enjeux liés au développement durable.	2021	2026	DEEF	Promotion économique du canton de Fribourg (PromFR)			Les enjeux de durabilité ont été introduits dans le programme de mise en oeuvre 2024-2027 de la Nouvelle politique régionale NPR (chapitre 5.3, il s'agit d'une contrainte importante pour la validité des projets)	Oui						⬆️
10	10.1 Favoriser l'autonomie et l'inclusion des personnes en situation de handicap, des personnes âgées et des jeunes	10.1 M1	La mesure de soutien aux formations sur le thème de la diversité de l'intégration et de l'inclusivité dans les structures d'accueil extrafamilial est reconduite dans le Plan d'action « Je participe! » 2023–2026, en y intégrant explicitement les enfants en situation de handicap ou à besoins éducatifs particuliers selon les moyens à disposition du Secteur des Milieux d'accueil (SMA) du SEJ. Les soutiens pour la détection, l'encouragement et l'intégration précoce des enfants concernés au sein des structures d'accueil extrafamilial seront renforcés.	2021	2026	DSAS	Service de l'enfance et de la jeunesse (SEJ)			Guide d'évaluation de l'enfant en danger : déploiement dès le 3 ^e trimestre 2024 pour détecter les violences et évaluer les risques. Deux formations sur la diversité et l'inclusion en structures d'accueil. Élargissement des critères d'octroi de l'article 13 de la Loi sur les structures d'accueil extrafamilial de jour et test d'un nouveau formulaire. Prise en charge jusqu'à 80 % des heures d'encadrement. 30 % des objectifs atteints, mise en oeuvre partielle faute de financements.	Non						➡️
10	10.1 Favoriser l'autonomie et l'inclusion des personnes en situation de handicap, des personnes âgées et des jeunes	10.1 M2	La révision du Plan de mesures « Senior+ » prévoit un renforcement de l'encadrement des communes et des mesures en vue de créer des habitats adaptés aux personnes âgées à faibles moyens financiers.	2021	2021	DSAS	Service de la prévoyance sociale (SPS)		Le plan de mesures a été élaboré et mis en consultation, mais sa mise en oeuvre sera retardée à une date inconnue au vu des mesures d'économie budgétaires du canton.	Présentation du Service social international (SSI) auprès de tout le SEJ le 11 novembre 2024, incluant des explications sur les bases juridiques, l'interdisciplinarité, l'approche méditative et les aspects transculturels.	Non					⬆️	
10	10.1 Favoriser l'autonomie et l'inclusion des personnes en situation de handicap, des personnes âgées et des jeunes	10.1 M3	Dans le cadre du Plan d'action « Je participe! » 2023–2026, des réflexions sont menées afin d'intégrer la prise en compte des droits des enfants et des jeunes dans les politiques publiques de l'Etat (réflexe enfants-jeunes).	2022	2024	DSAS	Service de l'enfance et de la jeunesse (SEJ)		La mesure est en stand-by car un projet intercantonal est en réflexion à la Conférence pour la politique de l'enfance et de la jeunesse CPEJ de la Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales (CDAS). L'intégration des droits des enfants et des jeunes dans les politiques publiques a été intégrée dans le plan d'action « Je participe! » 2023–2026.		Non	15 000 CHF personnel auxiliaire		Les ressources étaient suffisantes pour suivre les avancements à niveau fédéral, mais une mise en oeuvre de la mesure aurait demandée plus de ressources en personnel, notamment au vu de la transversalité de la mesure.		➡️	
10	10.1 Favoriser l'autonomie et l'inclusion des personnes en situation de handicap, des personnes âgées et des jeunes	10.1 M4	Le fichier d'adresses et des prestations du site ciao.ch (site d'informations destiné aux adolescentes et adolescents) est complété pour qu'il soit à jour en ce qui concerne les prestations disponibles dans le canton de Fribourg.	2021	2024	DSAS	Service de l'enfance et de la jeunesse (SEJ)			Le site ciao.ch a été actualisé et mis à jour.	Oui						⬆️
10	10.1 Favoriser l'autonomie et l'inclusion des personnes en situation de handicap, des personnes âgées et des jeunes	10.1 M6	La Nouvelle politique du personnel est conçue de manière à intégrer des mesures visant à encourager la diversité du personnel (notamment par des programmes individualisés d'apprentissages linguistiques, soutien au bilinguisme notamment via l'acquisition du Label du bilinguisme par certains services, offre de formation à la diversité culturelle, politique d'engagement de jeunes, seniors, personnes sans emploi, en situation de handicap ou issues de la migration).	2023	2026	DFIN	Service du personnel et d'organisation (SPO)			Le "Plan d'action Diversité et inclusion" a été rédigé en 2024 et le Conseil d'Etat l'a validé le 6 mai 2025. Cette mesure est désormais intégrée dans les mesures ordinaires du SPO découlant de la Politique RH.	Oui						⬆️
10	10.2 Valoriser le travail non rémunéré	10.2 M1	Les entreprises reçoivent des informations sur la manière de prendre en considération les expériences non-professionnelles dans le recrutement.	2022	2026	DSAS	Bureau de l'égalité hommes-femmes et de la famille (BEF)		Les travaux ont été fortement ralentis dans le dernier trimestre de 2024 avec des absences de longue durée du personnel auxiliaire, une partie des EPT dédiés en cours de recrutement et ne pouvant être repourvue immédiatement, ainsi qu'une démission.	30 % des objectifs atteints, avec une mise en oeuvre partielle en raison de financements insuffisants.	Non	10 000 CHF personnel auxiliaire				Les 14 EPT (norme totale) ont pu être financés dans le cadre du budget 2024. Les ressources en personnel ont néanmoins manqué dans le dernier trimestre de 2024 (absences de longue durée) .	⬆️
10	10.2 Valoriser le travail non rémunéré	10.2 M2	L'association Bénévolet Fribourg Freiburg est mandatée en vue d'initier de nouvelles mesures visant à valoriser l'engagement des bénévoles dans le canton de Fribourg en faveur de la cohésion sociale, de l'environnement et de la santé, notamment en donnant une visibilité à l'engagement bénévole, en le récompensant, en communiquant activement sa valeur ajoutée dans les milieux professionnels et en étudiant les possibilités d'améliorer la certification de l'expérience bénévole.	2021	2026	DSAS	Service de l'action sociale (SASoc)			Plusieurs services ont été développés afin de renforcer l'accompagnement des associations et bénévoles, notamment l'organisation de cafés associatifs, la mise à disposition d'un catalogue de services en ligne et la publication d'une bourse aux jobs bénévoles (publiée régulièrement dans La Liberté). Un autre projet d'envergure a été le développement de la Maison des Associations : des salles de formation/réunion, une salle d'entretiens et d'accueil, une cafétéria.	Non	50 000 CHF				⬆️	
10	10.3 Encourager l'intégration des personnes migrantes dans la société	10.3 M1	Les acteurs et actrices de l'intégration (notamment les « Communes Sympas ») sont sensibilisés aux autres enjeux du développement durable (par ex. la consommation responsable, la préservation de la biodiversité), afin de pouvoir fonctionner comme multiplicateurs au niveau de leurs activités.	2021	2026	DSJS	Bureau de l'intégration des migrant.e.s et de la prévention du racisme (IMR)			6 formations d'agent-e-s sympas dans les communes de Bulle, Châtel-St-Denis, Duedingen/Schmitten (formation conjointe), Estavayer, Villars-sur-Glâne et Wimmis/Famatt ont été réalisées. Avec la mise en oeuvre du Programme d'intégration de la Ville de Fribourg pour les années 2024-27 (PHF 2), ladite Ville a décidé d'une nouvelle orientation pour le domaine de l'agir ensemble et est sortie de la démarche "Communes sympas". Par contre, Villars-sur-Glâne a choisi de revenir dans les "Communes sympas" en 2023 et a proposé deux formations "Agent-e-s sympas" à la suite. La journée biennale des "Communes sympas" a eu lieu le 22 juin, à Châtel-St-Denis. Consacrée au thème "Bénévole / agent-e-s sympas: différences et ressemblances?", cette journée a permis à plus de 50 participant-e-s d'échanger sur une thématique qui occupe les acteurs et actrices des "Communes sympas".	Non					⬆️	
10	10.3 Encourager l'intégration des personnes migrantes dans la société	10.3 M2	Des initiatives de potagers collectifs en zone urbaine, basés sur des modes de culture respectueux de l'environnement et ayant une vocation d'intégration pour les personnes issues de la migration, notamment sous la forme d'un lieu de rencontres, sont soutenues.	2021	2026	DSAS	Service de la santé publique (SSP)		Cette mesure sera reprise par la DSAS dans le prochain programme alimentation, activité physique, santé mentale 2026-2029.	Chiffres sur l'entier du mandat (DSAS + renfort de CHF 2000.- de DD) Total : 667 personnes touchées (- 69 enfants, 310 seniors, 84 adultes, 6 personnes en situation d'handicap, 52 personnes issues de la migration, 126 jeunes mineurs non-accompagnés de l'ORS) Total : 50 multiplicateurs touchés (18 animateurs du foyer de l'ORS, 4 éducateurs du foyer pour personnes en situation d'handicap, 18 professionnels de la crèche, 10 animateurs de la cohésion sociale de Marly) Total : 178 multiplicateurs privés atteints : 35 personnes en formation pratique pour la coordination au jardin, 48 personnes en formation théorique, 35 personnes en formation animation, 27 coordinateurs ou participants à des projets de jardin partagés, 28 personnes lors de la demi-journée de réseau, 5 conseillers communaux.	Non	2 000 CHF		les moyen financiers s'inscrivent en renforcement du mandat de prestation DSAS. Il n'est pas possible de faire ressortir des chiffres spécifique pour le renforcement de CHF 2000		⬆️	
11	11.1 Assurer des logements adaptés aux besoins et aux moyens de la population, notamment en situation de précarité et de pauvreté	11.1 M1	Des informations sur les aides en faveur des MOUP, des cours de formations, des outils d'aide à l'organisation et au développement, des conseils permettant une meilleure visibilité, des échanges d'expériences et/ou visites de quartiers exemplaires en termes de durabilité sont présentés et/ou proposés aux maîtres d'ouvrage d'utilité publique (MOUP), notamment ceux orientés vers la construction durable.	2022	2026	DEEF	Service du logement (SLog)		En raison d'instruments parlementaires en cours, l'avancement de la mesure a été mis en stand-by.	Travail d'analyse effectué dans le cadre d'instruments parlementaires concernant les maîtres d'ouvrage d'utilité publique et la politique du logement. Aide apportée pour le dépôt des dossiers des maîtres d'ouvrage d'utilité publique auprès de la Centrale d'émission pour la construction de logements CCL.	Non	5 000 CHF		En raison d'instruments parlementaires en cours, une demande de report de crédit 2024-2025 a été effectuée.		⬆️	
11	11.1 Assurer des logements adaptés aux besoins et aux moyens de la population, notamment en situation de précarité et de pauvreté	11.1 M2	Les dispositifs en faveur du maintien à domicile des personnes âgées sont soutenus, notamment le projet Qualidomum : des ergothérapeutes formulent des propositions d'adaptations de logements de personnes âgées, ce qui facilite leur vie quotidienne et leur garantit une meilleure sécurité.	2021	2026	DSAS	Service de la prévoyance sociale (SPS)			La mise en ligne du site Internet de Qualidomum a permis de fournir des conseils à un large public concernant les adaptations simples et peu coûteuses du logement. Des visites virtuelles de logements adaptés ont été mises en ligne et des collaborations avec des architectes ont pu être assurées.	Non	15 000 CHF				⬆️	
11	11.2 Développer une mobilité durable	11.2 M1	La dimension liée à la cohésion sociale est prise en considération dans le mandat de promotion de la mobilité douce du Service de la Mobilité (SMo), de manière à définir comment la mobilité douce peut devenir un vecteur de cohésion sociale.	2021	2024	DIME	Service de la mobilité (SMo)			Diverses mesures de promotion ont été effectuées en 2024 et suivent celles qui avaient déjà eu lieu en 2023. Valorisation touristique de la Gruyère par le vélo; Catalogue d'excursions à vélo pour les écoles avec une promotion qui a été faite auprès des écoles. En lien avec ce projet, le SMo a promu financièrement en 2024 les check-up vélo ainsi que les cours VeloLab Coaching ; Soutien à pick-e-Bike pour des vélos en libre service dans les zones périphériques. Le réseau vélo continue à être développé pour permettre de garantir une cohésion sociale en garantissant un accès à la mobilité douce à l'ensemble des fribourgeois.e.s. La révision de la planification du réseau cantonal cyclable (déplacements quotidiens et ceux de loisirs) a débuté en 2024 afin d'améliorer la continuité du réseau et l'accès à la mobilité douce de tous les habitant-e-s du canton.	Oui				Le Service de la mobilité (SMo) n'a pas suffisamment de personnel de manière générale et n'a pas de personnel qualifié en matière de cohésion sociale, mais a pris en considération ces aspects en essayant au maximum de les intégrer dans ses projets. Ceci continuera par la suite dans les différents projets du service.	⬆️	
11	11.2 Développer une mobilité durable	11.2 M2	Un document outil (page internet) d'appui à la réalisation de plans de mobilité d'entreprises est élaboré.	2021	2022	DIME	SMo		Mesure terminée	En plus de la page Internet sur les plans de mobilité d'entreprise qui est régulièrement actualisée et enrichie (https://www.fr.ch/mobilité-et-transport/transport-individuels-motorisés/plan-de-mobilité-entreprise), une page Internet de Foire aux questions (FAQ) sur cette thématique a été réalisée: https://www.fr.ch/mobilité-et-transport/transport-individuels-motorisés/plan-de-mobilité-entreprise-foire-aux-questions-faq	Oui					⬆️	
11	11.2 Développer une mobilité durable	11.2 M3	La gestion digitale des places de parc est progressivement déployée. Une telle forme de gestion permet de mettre en évidence les possibilités de covoiturages et d'optimiser l'utilisation des places de parc.	2021	2026	DIME	Service des bâtiments (SBat)		Les ressources ne sont pas suffisantes pour avancer sur le projet comme souhaité. Seulement une petite partie du projet peut être réalisée	L'ensemble des places de parc disponibles a été reporté dans l'outil OPAR qui nous permet de connaître les places de parc attribuées à des collaboratrices et collaborateurs ou vacantes.	Non					➡️	
11	11.2 Développer une mobilité durable	11.2 M4	L'arrêté sur les places de stationnement de l'Etat est soumis à une révision, afin d'adapter les règles d'attribution des places aux besoins actuels et d'étendre la tarification aux chefs-lieux des districts.	2021	2026	DIME	Secrétariat général DIME (SG-DIME)		Un premier projet a été rédigé mais les ressources manquent pour avancer.		Non						➡️
11	11.2 Développer une mobilité durable	11.2 M5	Les Directions de l'Etat promeuvent activement le télétravail au sein de leurs services.	2021	2022	DIME, DEEF, DFIN, DIAF, DFAC, DSAS, DSJS	Secrétariats Généraux		Mesure terminée		Oui						⬆️

ODD	Cible	N° de mesure	Intitulé de la mesure	Début de la mesure	Fin de la mesure	Direction responsable	Service responsable	Etat d'avancement de la mesure en 2024	Commentaire "Etat avancement de la mesure en 2024"	Quels résultats concrets ont été réalisés en 2024?	La mesure est-elle terminée?	Ressources financières inscrites au budget développement durable en 2024	Etat des moyens financiers pour mettre en oeuvre la mesure (et non de manière générale). A remplir seulement si des montants existent dans le budget DD.	Commentaire "Etat des moyens financiers"	Etat des ressources en personnel pour mettre en oeuvre la mesure (et non de manière générale)	Commentaire "Etat des ressources en personnel"	Téendance générale depuis le démarrage de la mesure
								2 = (vert) tout se déroule bien et selon le calendrier prévu 1 = (orange) quelques difficultés rencontrées, retards prévus ou déjà de légers retards 0 = (rouge) très gros retards ou projet bloqué					2 = (vert) budget correct, il a été totalement dépensé 1 = (orange) budget insuffisant ou budget qui n'a été que partiellement dépensé 0 = (rouge) manque important d'argent ou incapacité à dépenser le montant au budget		2 = (vert) ressources suffisantes 1 = (jaune) les ressources risquent de manquer 0 = (rouge) ressources insuffisantes		2 = (vert) Tout se déroule bien 1 = (orange) Quelques difficultés de natures diverses. 0 = (rouge) Grosses difficultés de diverses natures et/ou très gros retards ou projet bloqué et/ou nette insuffisance de ressources.
11	11.2 Développer une mobilité durable	11.2 M6	Les impératifs écologiques sont pris en considération dans le cadre de la révision de la loi sur le personnel, notamment à travers une disposition visant à encourager le développement durable (comportement écologique du personnel et promotion de la mobilité douce). Afin de concrétiser cette disposition, et dans la mesure où ces thèmes seront retenus par le Conseil d'Etat dans la future politique du personnel, des directives devront être établies par le SPO avec l'appui d'un groupe de travail composé du SPO, AFin, SG-DIME, SIm, Sbat.	2021	2026	DFIN	Service du personnel et d'organisation (SPO)		L'art. 4 de la Lpers révisée porte sur l'encouragement des comportements écologiques et la promotion de la mobilité douce, dans le cadre du développement durable. Concernant le reste de la mesure, à savoir la concrétisation de cette disposition, la mesure est en stand-by en raison de manque de ressources et de priorisation des projets.		Non	5 000 CHF		Manque de ressources en personnel pour réaliser le projet			→
11	11.2 Développer une mobilité durable	11.2 M7	Des démarches sont entamées auprès de prestataires privés afin d'évaluer les possibilités d'obtenir des rabais-fortes pour les déplacements ou des réductions sur les abonnements de transports publics pour les nouvelles collaboratrices et nouveaux collaborateurs limitées dans le temps.	2021	2026	DIME	Secrétariat général DIME (SG-DIME)		La mesure est en stand-by, les ressources manquent pour pouvoir poursuivre cette mesure.		Non						↓
11	11.2 Développer une mobilité durable	11.2 M8	Des plans de mobilité (ou un plan de mobilité commun) sont développés. Le catalogue de mesures annexé à la Directive sur les plans de mobilité est mis en oeuvre et développée avec des nouvelles propositions de mesures à mettre en oeuvre pour la mobilité durable des collaboratrices et collaborateurs de l'Etat.	2021	2026	DIME	Secrétariat général DIME (SG-DIME)		La mesures est en étude mais les ressources manquent pour pouvoir poursuivre cette mesure.		Non	15'000 CHF 20'000 CHF personnel auxiliaire		Les ressources ne sont pas suffisantes pour réaliser la mesure. Pour la mise en place de plans de mobilité il faudrait pouvoir libérer 1 EPT.		Les ressources ne sont pas suffisantes pour réaliser la mesure. Pour la mise en place de plans de mobilité il faudrait pouvoir libérer 1 EPT.	↓
11	11.2 Développer une mobilité durable	11.2 M9	Un cours d'écovie est proposé dans l'offre de formation du personnel.	2021	2021	DFIN	SPO		Mesure terminée		Oui						
11	11.3 Renforcer l'urbanisation durable	11.3 M1	Le guide pour l'aménagement local intègre les questions de durabilité et d'aménagement de quartiers durables. Le Bureau de la durabilité (BuD) participe à son élaboration à travers une relecture critique.	2023	2026	DIME	Service des constructions et de l'aménagement (SeCA)		Publication prévue pour fin 2025.	La rédaction du guide s'est poursuivie.	Non						→
11	11.3 Renforcer l'urbanisation durable	11.3 M2	Création et opérationnalisation d'une « Antenne Quartiers Durables » chargée de conseiller et sensibiliser activement les communes, associations de quartier, maîtres d'ouvrages et les mandataires de la construction aux questions d'urbanisme et de construction durables (tels que définis plus haut), y.c. au principe de participation citoyenne aux projets de développements urbanistiques et aux moyens d'encourager l'agriculture urbaine. Par « Quartiers Durables » on entend des quartiers économes en ressources (y.c. énergie et sols), avec des espaces verts riches en biodiversité, novateurs en termes de mobilité, capables d'absorber les changements écologiques et économiques, mixtes, multifonctionnels, sécurisants et inclusifs. Une attention particulière est portée aux besoins des personnes vulnérables (personnes ayant un handicap, seniors), des jeunes et des enfants, ainsi qu'à la question des genres.	2021	2026	DIME	Bureau de la durabilité (BuD)			Les travaux en vue de pérenniser les activités de l'Antenne Quartier Durable se sont poursuivies. Ces réflexions ont débouché sur la volonté de créer une association et des travaux préparatoires ont été entrepris. En mars, une visite a été organisée dans le quartier de l'Alt. Tout au long de l'année, plusieurs posts ont été publiés sur la page LinkedIn de l'Antenne.	Non	40 000 CHF					↑
11	11.3 Renforcer l'urbanisation durable	11.3 M3	Les principes présidant à un urbanisme durable (tel que défini plus haut), y.c le principe de participation citoyenne, sont intégrés dans tous les projets de développement urbanistique sur des terrains appartenant à l'Etat de Fribourg ou pour lesquels l'Etat de Fribourg mène les réflexions, notamment les futurs quartiers de Chambloux-Bertigny et de la Foya. Les constructions par des maîtres d'ouvrage d'utilité publique y sont encouragées. Ces principes sont pris en considération à chaque étape de planification et de construction. Ils sont intégrés dans les cahiers des charges et plans d'aménagement correspondants. La ou le délégué au développement durable participe à tout le processus de planification, ceci dès son démarrage. Les compétences académiques dans ce domaine, notamment celles du Smart Living Lab, sont aussi sollicitées dans ce cadre.	2021	2026	DIME	Secrétariat général DIME (SG-DIME)		Chambloux-Bertigny : le projet général a été scindé en plusieurs 4 sous-projets. Il s'agit du projet de Pôle Santé et Activités (PSA), du projet de Pôle Jura-Chassotte (PJC), piloté par Agglo de Fribourg, du projet d'Etudes paysagères (espace ouvert à qualité écologique et paysagère, ce dernier étant repoussé jusqu'à l'obtention de résultats tangibles pour les développements des PSA et PJC. Le dernier projet, celui de la couverture autoroutière avance et a été repris par l'OFFOU.	Les mandats d'études parallèles pour Chambloux-Bertigny / PSA ont tous intégré des exigences poussées de durabilité sous l'angle social et environnemental. Le projet de couverture autoroutière est planifié et développé sur la base des critères du standard SNBS (Standard Construction Durable Suisse) pour les infrastructures.	Non						→
11	11.3 Renforcer l'urbanisation durable	11.3 M4	Dans le cadre de la révision du Plan de mesures des Lignes directrices pour la politique de la personne en situation de handicap et du Plan de mesures « Senior », des réflexions sont menées quant à l'opportunité d'y intégrer des propositions de mesures en vue de renforcer la mise en place de concepts d'urbanisation prenant au mieux en considération les intérêts des personnes âgées et en situation de handicap, notamment dans la conception des espaces publics.	2021	2023	DSAS	Service de la prévoyance sociale (SPS)		Le plan de mesures a été élaboré et mis en consultation, mais sa mise en oeuvre sera retardée à une date inconnue au vu des mesures d'économie budgétaires du canton.	Finalisation du plan de mesures et mise en consultation du projet.	Oui						↑
11	11.3 Renforcer l'urbanisation durable	11.3 M5	La nouvelle stratégie immobilière de l'Etat intègre des aspects clés en matière de durabilité : mesures en vue d'optimiser les coûts du cycle de vie des bâtiments et l'utilisation des surfaces, de garantir de bonnes performances écologiques des bâtiments ainsi que leur accessibilité par la mobilité douce et les transports publics (notamment par la mise à disposition de places à vélos couvertes et sécurisées), de végétaliser les toitures pour réduire les îlots de chaleur, d'en assurer la maîtrise énergétique, notamment par l'installation systématique de panneaux photovoltaïques sur les nouvelles constructions (en conciliant cet aspect avec la végétalisation des toits), de garantir aux collaborateurs et collaboratrices des conditions de travail confortables et propices à la concentration. Le bien-être du personnel est placé au centre des réflexions, auxquelles le Service du personnel et de l'organisation est invité à participer.	2021	2026	DIME	Service des bâtiments (Sbat)			Les aspects clés en matière de durabilité s'appliquent à travers le Standard construction durable Suisse (SNBS) Bâtiment et le concept Friburo.	Non						↑
11	11.4 Promouvoir un développement territorial cohérent, inclusif, permettant une utilisation rationnelle des ressources et la résilience face aux effets des changements climatiques	11.4 M1	La ou le délégué-e au développement durable est consulté-e lors des actualisations du PDCant.	2021	2026	DIME	Service des constructions et de l'aménagement (SeCA)			Le Bureau de la durabilité (BuD) figure dans la liste de consultation pour toute actualisation du Plan Directeur Cantonal.	Oui						↑
12	12.1 Promouvoir une consommation et des marchés publics durables	12.1 M1	Des objectifs visant à limiter les impacts écologiques de la consommation sont intégrés dans la révision du plan de gestion des déchets, de la loi du 13 novembre 1998 sur la gestion des déchets (LGD ; RSF 810.2) et du règlement du 20 janvier 1998 sur la gestion des déchets (RGD ; RSF 810.21), dans la mesure de la marge de manœuvre du canton. La faisabilité des dispositions suivantes est notamment étudiée : 1) consommation et sensibilisation du grand public à la consommation durable, 2) soutien et conseil des entreprises exemplaires ou proposant des procédés innovant permettant de préserver l'utilisation des ressources, 3) limitation de l'usage du plastique à usage unique, 4) mesures en faveur de l'économie circulaire et du recyclage des déchets, 5) mesures en faveur de la réduction de la production de déchets alimentaires, à tous les niveaux de la chaîne de production.	2021	2026	DIME	Service de l'environnement (SEn)			Le Service de l'environnement a consolidé l'organisation de projet. Il a présenté aux parties prenantes une première version du plan de gestion des déchets. La loi est en cours de rédaction. Le PGD et la LGD seront mis en consultation interne avant la fin de l'année 2025.	Non						↑
12	12.1 Promouvoir une consommation et des marchés publics durables	12.1 M2	Des actions de sensibilisation sont menées en faveur d'un comportement et de décisions de consommation à faibles impacts environnementaux et sociaux (y.c. aspects santé). Les thèmes notamment abordés sont : le « fait maison », l'alimentation équilibrée, les produits à faible empreinte carbone, les circuits courts, les produits locaux, de saison et biologiques, les produits hors calibre, le gaspillage alimentaire, les conditions de travail et les droits humains dans la chaîne d'approvisionnement. La question des coûts devra être abordée dans le cadre de telles campagnes, qui devraient être adaptées à tout type de public.	2021	2026	DIME	Bureau de la durabilité (BuD)			2 Newsletters destinées au personnel de l'administration sur une consommation durable Rubrique d'actualités internet Poursuite de la campagne de sensibilisation à la consommation durable à travers l'annuaire de la FRC sur l'achat écologique.	Non	45 000 CHF					↑
12	12.1 Promouvoir une consommation et des marchés publics durables	12.1 M4	Un cours destiné aux personnes souhaitant savoir comment diminuer leur impact environnemental et social au quotidien est proposé dans le cadre de la formation continue de l'Etat de Fribourg.	2021	2026	DIME	Bureau de la durabilité (BuD)			Un projet pilote d'ateliers de durabilité au quotidien a été réalisé. 7 ateliers ont été organisés, chacun traitant une thématique différente. L'évaluation des participant.e.s est positive.	Non	5 000 CHF					↑
12	12.1 Promouvoir une consommation et des marchés publics durables	12.1 M5	La Directive sur la gestion des déchets au sein de l'Etat est révisée.	2024	2026	DIME	SEn, Sbat, BuD		La mesure n'a pas démarré.		Non						
12	12.1 Promouvoir une consommation et des marchés publics durables	12.1 M6	Une réflexion est menée en vue de centraliser les achats du canton pour certains types de biens de consommation acquis de manière décentralisée (notamment les véhicules, textiles ou le matériel électronique), de manière à réaliser des économies d'échelle et à rationaliser l'approvisionnement (notamment via des offres de leasing plutôt que l'achat si cela s'avère pertinent).	2022	2022	DIME	Bureau de la durabilité (BuD)		Mesure terminée	La mise en oeuvre de cette mesure contribue également à atteindre la mesure T7 de la Feuille de route de l'économie circulaire du canton de Fribourg. T7. Dans la continuité des marchés publics durables, voulus par la Stratégie de Développement durable et par la nouvelle loi sur les marchés publics, intégrer des principes d'EC dans les procédures des marchés publics. Lorsque cela est pertinent faire participer un.e spécialiste EC à la procédure d'achat.	Oui						
12	12.1 Promouvoir une consommation et des marchés publics durables	12.1 M7	Des critères de durabilité sont introduits dans les marchés publics portant sur les textiles.	2021	2026	DIME	Bureau de la durabilité (BuD)			Publication de recommandations aux services de l'Etat pour l'achat de textile Lancement d'un projet d'étude pour le recyclage des uniformes de la Police	Non						↑
12	12.1 Promouvoir une consommation et des marchés publics durables	12.1 M8	La directive concernant l'achat de véhicules à l'Etat est révisée, de manière à adapter les critères écologiques à l'état de la technique.	2021	2026	DIME	Bureau de la durabilité (BuD)			Le GT de travail en charge de réviser la directive de l'achat de véhicules a rédigé un premier draft complet, le nouveau projet prévoit notamment un renforcement de l'axe analyse du besoin.	Non						↑
12	12.1 Promouvoir une consommation et des marchés publics durables	12.1 M9	Les responsables des achats au sein de l'administration cantonale sont sensibilisés aux principes des achats responsables. Des modèles pour l'intégration des critères de développement durable sont établis. Des outils d'aide aux achats responsables sont développés et mis à leur disposition. Le monitoring des achats publics durables est mis en place et les nouvelles dispositions légales en lien avec la durabilité dans les marchés publics sont mises en oeuvre.	2021	2026	DIME	Bureau de la durabilité (BuD)			Deux éditions du cours "Achats responsables dans les marchés publics" ont été réalisées, dont le deuxième état ouvert aussi au personnel des administrations communales. Une trentaine de personnes se sont formées sur la durabilité dans les marchés publics. La durabilité est mieux intégrée dans les AO mandataire du SPC grâce à la réalisation d'une instruction pour les Bureau d'assistance à maître d'ouvrage (BAMO) ou chefs de projet. Des fiches d'aides à la prise en compte de la durabilité dans toutes les étapes des projets du SPC sont testées et seront finalisées et publiées en 2025.	Non	20'000 CHF (mandat à tiers) 60'000 CHF, personnel auxiliaire					→
12	12.1 Promouvoir une consommation et des marchés publics durables	12.1 M10	Les cahiers des charges pour les appels d'offres publics portant sur les prestations de Facility management (dont les services de nettoyage), sont harmonisés et rationalisés. Des exigences au niveau écologique, notamment concernant le type et les quantités de produits utilisés, la fréquence des nettoyages ou la formation du personnel, y sont introduites. Par ailleurs, le personnel d'entretien des bâtiments interne à l'Etat sera formé de manière à travailler de manière écologique.	2021	2026	DIME	Service des bâtiments (Sbat)			Des produits "Pure Eco", plus écologiques sont mis en place progressivement. Reorganisation des nettoyages au bâtiment de la DFIN (BAD), avec mise en place de poubelles centralisées, moins de temps de travail et meilleure qualité.	Non						↑

ODD	Cible	N° de mesure	Intitulé de la mesure	Début de la mesure	Fin de la mesure	Direction responsable	Service responsable	Etat d'avancement de la mesure en 2024	Commentaire "Etat avancement de la mesure en 2024"	Quels résultats concrets ont été réalisés en 2024?	La mesure est-elle terminée?	Ressources financières inscrites au budget développement durable en 2024	Etat des moyens financiers pour mettre en oeuvre la mesure (et non de manière générale). A remplir seulement si des montants existent dans le budget DD.	Commentaire "Etat des moyens financiers"	Etat des ressources en personnel pour mettre en oeuvre la mesure (et non de manière générale)	Commentaire "Etat des ressources en personnel"	Tendance générale depuis le démarrage de la mesure
								2 = (vert) tout se déroule bien et selon le calendrier prévu 1 = (orange) quelques difficultés rencontrées, retards prévus ou déjà de légers retards 0 = (rouge) très gros retards ou projet bloqué					2 = (vert) budget correct, il a été totalement dépensé 1 = (orange) budget insuffisant ou budget qui n'a été que partiellement dépensé 0 = (rouge) manque important d'argent ou incapacité à dépenser le montant au budget		2 = (vert) ressources suffisantes 1 = (jaune) les ressources risquent de manquer 0 = (rouge) ressources insuffisantes		2 = (vert) Tout se déroule bien 1 = (orange) Quelques difficultés de natures diverses. 0 = (rouge) Grosses difficultés de diverses natures et/ou très gros retards ou projet bloqué et/ou nette insuffisance de ressources.
12	12.1 Promouvoir une consommation et des marchés publics durables	12.1 M11	Etablissement de modèles d'appel d'offre intégrant les critères du développement durable (qualité écologique, énergie, énergie grise, coûts du cycle de vie, etc.) dans les appels d'offres publics de la construction. Ces critères sont régulièrement révisés. Des outils d'assistance à la construction durable sont sélectionnés (par ex. outils d'EcoBau) et présentés aux collaborateurs et collaboratrices du Service des bâtiments, qui sont régulièrement formés à ce sujet.	2021	2026	DIME	Service des bâtiments (SBat)		En 2021, un modèle de cahier des charges préliminaire intégrant les critères du Standard construction durable Suisse (SNBS) a été introduit au Service des bâtiments (SBat), mais il manque les documents modèles pour les étapes suivantes des projets. En 2024, un groupe de travail pour établir un catalogue intégrant les critères du développement durable a été créé. La mesure avance malgré des ressources quelque peu faibles. Au SPC, une collaboration avec le SMO a été mise en place afin de coordonner l'utilisation interservice de l'outil SNBS Infrastructure dès les étapes préliminaires des projets. La collaboration sera testée sur des projets en 2025.	L'intégration d'exigences et de critères de durabilité dans les appels d'offres au cas par cas se poursuit. Des critères par CFC ont commencé à être définis, et des contacts ont été établis avec différents cantons. Diverses modifications substantielles et favorables à la durabilité ont été réalisées dans les documents d'appel d'offre entreprise du SPC (adaptation du système de notation du prix, guide d'aide à l'utilisation du LOGIB...).	Non				Besoin de plus de ressources, il y a un manque.		
12	12.1 Promouvoir une consommation et des marchés publics durables	12.1 M12	Les mesures visant à limiter l'impact écologique des systèmes informatiques (Green IT) sont poursuivies (dans la mesure où elles n'induisent pas de coûts supplémentaires élevés).	2021	2026	DFIN	Service de l'informatique et des télécommunications (SITel)			Un critère de durabilité à 5% sont imposés dans les marchés publics publiés par le SITel, et par conséquent la DFIN.	Oui						
12	12.1 Promouvoir une consommation et des marchés publics durables	12.1 M13	L'offre de produits durables et de proximité des établissements publics et parapublics est suivie et analysée, notamment par l'outil Beelong, permettant aux responsables des établissements d'évaluer la qualité de leur approvisionnement et de situer leurs performances par rapport à celles de leurs collègues, ce qui est un facteur d'émulation.	2021	2026	DIAF	Secrétariat général DIAF (SG-DIAF)			Les analyses Beelong ont continué. Le comparatif des 8 premiers résultats est complet. Les résultats sont bons et cohérents dans l'ensemble. 3 indicateurs sont réjouissants: Produits de saison à 65% ; CO ₂ eq/kg à 4.3 ; Produits suisses à 58%.		25 000 CHF					
12	12.1 Promouvoir une consommation et des marchés publics durables	12.1 M14	Les initiatives de tiers à buts non lucratifs, visant à mettre en place des modèles de consommation responsable sont soutenues financièrement.	2022	2022	DIME	Bureau de la durabilité (BuD)		Mesure terminée		Oui						
12	12.1 Promouvoir une consommation et des marchés publics durables	12.1 M15	Le déploiement de l'extension « Amatera » du label Fourchette Verte dans le canton est soutenu.	2021	2021	DSAS	SSP		Mesure terminée		Oui						
12	12.2 Promouvoir une économie socialement responsable et peu consommatrice de ressources	12.2 M1	Les acteurs de l'économie sont informés et sensibilisés aux modes de fonctionnement responsables en termes environnementaux, sociaux et de gouvernance (CSR entre autres), aux modèles économiques ou d'affaire alternatifs (économie circulaire, économie de partage, économie inclusive et solidaire), notamment par les biais de cours, cycles de business lunch, collaboration avec le UN Global compact et/ou d'autres ONG, visites sur le terrain. Les entreprises innovantes, adoptant des pratiques de gestion responsable en intégrant dans leur fonctionnement et leurs objectifs les enjeux environnementaux, sociaux, liés aux droits humains et du travail ainsi qu'à une bonne gouvernance, sont mises en valeur et en réseaux.	2021	2026	DIME	Bureau de la durabilité (BuD)		L'outil développé avec Fitup n'a pas pu être déployé comme voulu. Un autre projet n'a pas pu être développé. Les entreprises membres de Platini ont été informées sur le nouveau cadre légal au cours d'une manifestation. Les fiches "Entreprises: quelques outils pour la durabilité" sur Internet ont été actualisées.		Non	5 000 CHF				Le BuD n'a pas assez des ressources pour mener cette mesure à bien.	
12	12.2 Promouvoir une économie socialement responsable et peu consommatrice de ressources	12.2 M2	L'offre existante en conseils pour une utilisation efficace des ressources dans les processus de production est clarifiée et relayée aux entreprises intéressées.	2021	2026	DIME	Bureau de la durabilité (BuD)			Des nouvelles pages sur les nouveautés dans le cadre légal européen et suisse en matière de durabilité ont été publiées sur le site internet de l'Etat. Les fiches "Entreprises: quelques outils pour la durabilité" actualisées ont été publiées	Non						
12	12.2 Promouvoir une économie socialement responsable et peu consommatrice de ressources	12.2 M3	Une réflexion est initiée sur les moyens et les instruments (règlements d'utilisation du site, charte, PAC) à mettre en oeuvre afin de permettre la transition des zones d'activités cantonales vers des zones de type « écozones industrielles », et sur la manière d'engager communes et régions à faire de même (notamment via l'information des préfectures). Les « écozones industrielles » se caractérisent notamment par une gestion partagée des services et la circularité des flux entre entreprises implantées, des équipements et bâtiments à basse consommation d'énergie et à empreinte écologique réduite, des espaces verts source de biodiversité, une bonne accessibilité par les transports publics (TP) et la mobilité douce, l'implantation d'entreprises à forte valeur ajoutée, tournées vers l'innovation, créatrices d'emplois, décidées à diminuer leur empreinte écologique tout le long de leur chaîne d'approvisionnement et assumant leur responsabilité sociale.	2022	2026	DEEF	ECOPF, SG-DEEF		Des retards ont eu lieu en raison du traitement de dossiers d'opposition.	5 projets d'infrastructures mutualisées basées sur les principes de l'économie circulaire, du réemploi et de la durabilité ont été déposées en juillet 2024. Leur réalisation est prévue de 2026 à 2028	Non						
12	12.2 Promouvoir une économie socialement responsable et peu consommatrice de ressources	12.2 M4	Des recommandations sont formulées dans le guide d'aménagement local sur la façon de favoriser la transformation des zones d'activités en zones de type « écozones industrielles », notamment en utilisant les possibilités offertes par l'instrument du Plan d'aménagement de détail (PAD).	2023	2026	DIME	Service des constructions et de l'aménagement (SeCA)		Publication prévue pour fin 2025.	La rédaction du guide s'est poursuivie.	Non						
12	12.2 Promouvoir une économie socialement responsable et peu consommatrice de ressources	12.2 M5	L'Etat de Fribourg adhère à l'association Ecoparc https://www.ecoparc.ch .	2021	2026	DIME	Bureau de la durabilité (BuD)			L'Etat de Fribourg est membre de l'association Ecoparc.	Oui	300 CHF					
12	12.2 Promouvoir une économie socialement responsable et peu consommatrice de ressources	12.2 M6	Une « Roadmap » en faveur de l'économie circulaire est élaborée et mise en oeuvre. Elle définit des mesures visant la création de conditions-cadres favorables à l'économie circulaire, générant des gains de productivité, créatrices d'emplois et favorisant l'innovation.	2021	2026	DEEF	SG-DEEF			Une collaboratrice scientifique (50%) suit la mise en oeuvre de la feuille de route en économie circulaire. La formation des ingénieur.e.s et architectes en construction durable se renforce, avec un CAS en construction circulaire lancé par la HES-SO. La révision du plan cantonal de gestion des déchets (PGD) et de la loi cantonale (LGD) progresse. Le canton intègre le projet européen Circular Rural Region, renforçant sa visibilité internationale. Les projets de bioéconomie circulaire se développent via Fribourg Agri & Food. Une formation au SBat a diffusé les principes de l'économie circulaire pour la gestion des bâtiments.	Non	59 000 CHF (mandat à tiers) 53 500 CHF (personnel auxiliaire)					
12	12.3 Encourager les investissements durables	12.3 M1	Les lettres de mission établies à l'attention des représentantes et représentants de l'Etat au sein des entités de droit public ou de droit privé au capital desquelles il participe, intègrent les enjeux du développement durable dans le cadre de la mise en oeuvre de la stratégie de gouvernance d'entreprise publique.	2021	2026	DFIN	Administration des finances (AFin)			Une liste d'objectifs intégrant les questions de durabilité, sous l'angle économique, écologique et social, a été transmise aux Directions. Néanmoins, pour l'instant, peu de lettres de missions reprennent ces objectifs.	Non						
12	12.3 Encourager les investissements durables	12.3 M2	Des réflexions sont menées en vue de créer un centre de compétences finances durables, encadré par un expert ou une experte, réunissant les représentantes et représentants de l'Etat dans les différentes institutions.	2021	2022	DIME	Bureau de la durabilité (BuD)		Mesure terminée		Oui						
12	12.3 Encourager les investissements durables	12.3 M3	Un dialogue est établi avec les différents établissements où l'Etat de Fribourg est représenté afin de clarifier la manière dont des critères ESG (environnement, société, gouvernance) peuvent être intégrés dans la politique de placement, sans affectation des rendements.	2021	2026	DIME	Bureau de la durabilité (BuD)		Les ressources pour mener cette mesure à bien ont manqué.		Non					Les ressources ne sont pas suffisantes pour réaliser la mesure	
13	13.1 S'adapter aux changements climatiques et réduire les émissions de gaz à effet de serre	13.1 M2	Finalisation du premier Plan Climat	2021	2022	DIME	Service de l'environnement (SEn)		Mesure terminée		Oui						
15	15.1 Préserver la biodiversité, les écosystèmes et les espèces menacées	15.1 M1	Une coordination intersectorielle de la Stratégie de biodiversité est mise en place. Dans ce cadre, une réflexion est menée en vue d'intégrer systématiquement la biodiversité dans les réflexions et activités des services, par ex. par le biais d'une modification légale de la loi du 12 septembre 2012 sur la protection de la nature et du paysage (LPNat : RSF 721.0.1).	2021	2026	DIAF	Service des forêts et de la nature (SFN)			Les travaux de mise en oeuvre de la Stratégie cantonale biodiversité se poursuivent. En particulier, le Portefeuille d'actions pour la biodiversité en milieu bâti a été publié et les premières mesures ont été réalisées chez des privés.	Non	96'000 CHF personnel auxiliaire					
15	15.1 Préserver la biodiversité, les écosystèmes et les espèces menacées	15.1 M2	Un projet-pilote est mené dans une commune révisant son plan d'aménagement local en vue d'y intégrer au mieux les intérêts de la biodiversité. Les résultats sont diffusés au titre de bonne pratique conforme aux exigences de la loi du 12 septembre 2012 sur la protection de la nature et du paysage (LPNat : RSF 721.0.1) (les communes aménagent leur territoire en tenant compte des intérêts de la nature).	2021	2024	DIAF	Service des forêts et de la nature (SFN)			Création d'un groupe de travail sur le thème de la compensation écologique en milieu bâti	Non	15 000 CHF					
15	15.1 Préserver la biodiversité, les écosystèmes et les espèces menacées	15.1 M3	Un projet-pilote est mené dans des communes (hors agglomération) en vue de gérer de manière extensive les espaces verts en milieu bâti. Un suivi met en évidence les gains en termes de biodiversité et les économies financières liés à l'entretien extensif. Les résultats seront diffusés au titre de bonnes pratiques permettant de favoriser la biodiversité en milieu bâti, conformément avec la Stratégie fédérale de biodiversité.	2024	2025	DIAF	Service des forêts et de la nature (SFN)			Réalisation d'une "showroom" à la Haute Ecole pédagogique Fribourg pour présenter différentes mesures de compensation écologique en milieu bâti	Non	10 000 CHF					
15	15.1 Préserver la biodiversité, les écosystèmes et les espèces menacées	15.1 M5	Les actrices et acteurs concernés par l'exploitation extensive des espaces nouvellement réservés aux eaux sont informés, sensibilisés et accompagnés.	2024	2026	DIME/DIAF	SEn, Grangeneuve		Les travaux du GT mise en oeuvre de l'extensif de l'ERE se sont poursuivis. Il n'y a pas de mesures spécifiques de communication réalisées en 2024. La campagne d'information est reportée, au vu de l'avancement du concept de mise en oeuvre de l'espace réservé aux eaux. Communication spécifique prévue en 2026.	Pas de mesures réalisées en 2024	Non	10 000 CHF		Pas de mesures réalisées en 2024 via le budget développement durable.			
15	15.1 Préserver la biodiversité, les écosystèmes et les espèces menacées	15.1 M7	Un catalogue de mesures de promotion de la biodiversité portant sur les espaces gérés par le Service des bâtiments est élaboré. Ce catalogue porte notamment sur les types de produits utilisés et la fréquence d'utilisation, le mode d'entretien, l'information au public sur les mesures prises et donne un éclairage quant aux gains financiers d'une gestion proche du naturel.	2021	2024	DIAF	Service des forêts et de la nature (SFN)			Réimpression du catalogue et distribution ciblée au public concerné (communes, régions,...)	Oui	5 000 CHF					
15	15.1 Préserver la biodiversité, les écosystèmes et les espèces menacées	15.1 M8	Les nouveaux bâtiments de l'Etat ainsi que ceux faisant l'objet d'importantes rénovations sont certifiés « Nature & Activités » par la Fondation Nature et Economie, qui vise à favoriser la nature en milieu urbain et construit. Une telle certification exige entre autres une gestion extensive des espaces naturels, avec moins de coûts d'entretiens à la clé.	2021	2023	DIME	Service des bâtiments (SBat)		Mesure terminée		Oui						

ODD	Cible	N° de mesure	Intitulé de la mesure	Début de la mesure	Fin de la mesure	Direction responsable	Service responsable	Etat d'avancement de la mesure en 2024	Commentaire "Etat avancement de la mesure en 2024"	Quels résultats concrets ont été réalisés en 2024?	La mesure est-elle terminée?	Ressources financières inscrites au budget développement durable en 2024	Etat des moyens financiers pour mettre en oeuvre la mesure (et non de manière générale). A remplir seulement si des montants existent dans le budget DD.	Commentaire "Etat des moyens financiers"	Etat des ressources en personnel pour mettre en oeuvre la mesure (et non de manière générale)	Commentaire "Etat des ressources en personnel"	Tendance générale depuis le démarrage de la mesure	
								2 = (vert) tout se déroule bien et selon le calendrier prévu 1 = (orange) quelques difficultés rencontrées, retards prévus ou déjà de légers retards 0 = (rouge) très gros retards ou projet bloqué					2 = (vert) budget correct, il a été totalement dépensé 1 = (orange) budget insuffisant ou budget qui n'a été que partiellement dépensé 0 = (rouge) manque important d'argent ou incapacité à dépenser le montant au budget		2 = (vert) ressources suffisantes 1 = (jaune) les ressources risquent de manquer 0 = (rouge) ressources insuffisantes		2 = (vert) Tout se déroule bien 1 = (orange) Quelques difficultés de natures diverses. 0 = (rouge) Grosses difficultés de diverses natures et/ou très gros retards ou projet bloqué et/ou nette insuffisance de ressources.	
15	15.1 Préserver la biodiversité, les écosystèmes et les espèces menacées	15.1 M9	Une contribution à la revitalisation de 20-30 km de cours d'eau dans les 10 ans est fournie, notamment en encadrant les communes dans la conduite des projets (recherche de financement, conseils techniques), en menant une collaboration avec les milieux agricoles afin de mettre en évidence les intérêts pour l'agriculture des projets de revitalisation et en concevant et proposant aux communes des modes de financement complémentaires.	2021	2026	DIME	Service de l'environnement (SEn)			La brochure avec photos d'exemples de revitalisations de cours d'eau a été finalisée en 2024 (publication début 2025). Le plan d'actions à 20 ans des priorités de revitalisations a été mis à jour, a intégré une expertise sur les espèces aquatiques et fait un état de la valeur naturelle riveraine. Un suivi photo et vidéo des travaux de revitalisation de la Petite Glâne a eu lieu, ainsi que le suivi photo et vidéo des travaux de revitalisation de la Singine à Wimmwil-Flamatt, qui ont été poursuivis. Une journée pour les communes sur la thématique des revitalisations a été organisée fin 2024, en collaboration avec le canton de Vaud, pour promouvoir les revitalisations. La journée aura lieu en 2025. Des schémas illustrant les revitalisations ont été produits (publication prévue pour 2025).	Non	40 000 CHF			Le budget n'a été que partiellement utilisé, limité notamment par le manque de ressource en personnel.		Les ressources en personnel sont insuffisantes (priorités fixées sur d'autres mesures de renaturation/revitalisation).	
15	15.2 Préserver durablement les fonctions du sol et restaurer les sols dégradés	15.2 M1	Des capsules vidéos sont créées afin de rendre le grand public conscient du rôle vital que jouent les sols, notamment en termes d'approvisionnement alimentaire et en eaux, de stockage de CO2 et de protection contre les dangers naturels.	2022	2023	DIME	Service de l'environnement (SEn)			Au vu du lien important avec les autres mesures 15.2, il a été décidé d'étendre cette mesure avec la création de 3 vidéos supplémentaires qui sont en cours de finalisation. Création du contenu pour trois nouvelles vidéos sur la valeur des sols qui seront diffusées en 2025.	Non				Le projet est étalé dans le temps en raison des ressources humaines internes limitées pour le suivi du mandat.			
15	15.2 Préserver durablement les fonctions du sol et restaurer les sols dégradés	15.2 M2	Un concept de cartographie des sols avec proposition de variantes pour sa mise en oeuvre est formulé. Il est le préalable indispensable à la cartographie des sols à l'échelle cantonale requise par le Programme gouvernemental et plan financier de la législature 2017-2021 du 6 novembre 2017, nécessaire à la mise en oeuvre des exigences fédérales du plan sectoriel SDA (reprises dans le Plan directeur cantonal).	2022	2023	DIME	Service de l'environnement (SEn)		La version finale d'un des deux rapports est toujours en cours de finalisation chez le mandataire.	Les deux rapports relatifs au concept de cartographie présentent un niveau technique avancé, rendant leur lecture complexe pour un public non spécialisé. Afin de faciliter leur accessibilité et leur diffusion, un rapport de synthèse a été commandé à la fin de l'année 2024 en vue d'une publication sur le site internet.	Oui							
15	15.2 Préserver durablement les fonctions du sol et restaurer les sols dégradés	15.2 M3	Première étape de la cartographie des sols agricoles à l'échelle cantonale telle que mentionnée plus haut, y compris le développement de méthodes de cartographie novatrices et formation du personnel adéquat.	2023	2026	DIME	Service de l'environnement (SEn)		Les rapports des projets de cartographie ne sont pas encore tous livrés.	Le travail de terrain de trois projets de cartographie majeurs a été achevé: - Prez-vers-Noréaz avec 300ha de surface agricole cartographiée - Cartographie de la Veveye pour une carte indicative sur l'ensemble du district - Sondages dans trois bassins versants pour la modélisation du risque de crues en lien avec la capacité du sol à infiltrer les eaux météoriques Une campagne de communication sur la cartographie des sols a été menée sur les réseaux sociaux et en partenariat avec un média local.	Non	230'000 CHF						
15	15.2 Préserver durablement les fonctions du sol et restaurer les sols dégradés	15.2 M4	Des projets pilotes sont menés dans une ou plusieurs communes volontaires, avec pour objectif de construire un indice de qualité des sols, lequel attribue un certain nombre de points aux sols selon les fonctions et services écosystémiques qu'ils fournissent. Ces indices sont une aide à la décision novatrice en matière d'aménagement du territoire. Ils sont déjà utilisés en Allemagne.	2021	2023	DIME	Service de l'environnement (SEn)		Mesure terminée		Oui							
15	15.3 Exploiter les forêts de manière durable	15.3 M1	Face à l'augmentation continue de la proportion de peuplements de feuillus, due aux changements climatiques, le canton soutient toute mesure pertinente en faveur d'une meilleure commercialisation du bois feuillu fibrogeois, notamment pour son utilisation dans la construction.	2022	2026	DIAF	Service des forêts et de la nature (SFN)			La mise de bois précieux qui a eu lieu à Echallens permet de rendre attentif à la valeur de ces bois. Amélioration de la planification de la communication, ce qui a permis d'améliorer l'impact de la mise de bois.	Non	50'000 CHF (montant en commun avec la mesure 15.3 M3)						
15	15.3 Exploiter les forêts de manière durable	15.3 M2	En vue d'atteindre l'objectif de 10 % de réserves forestières à l'horizon 2030, objectif fixé par la Confédération, une politique d'achat auprès des propriétaires privés des biotopes d'importance en forêts est mise en oeuvre, dans le cadre des moyens prévus par le fonds consacré aux forêts domaniales.	2021	2026	DIAF	Service des forêts et de la nature (SFN)		L'objectif de 10% fait partie intégrante de la convention programme "forêt" de la Confédération et fait l'objet d'un suivi spécifique. Fin 2023, le canton compte 4% de réserves forestières. Le fonds n'est pas activé à cet effet pour l'instant.	Il y a une augmentation progressive du pourcentage mentionné dans la mesure.	Non							
15	15.3 Exploiter les forêts de manière durable	15.3 M3	L'encadrement des forêts privées par des gardes forestières et gardes forestiers est renforcé. Les règles des unités de gestion forestières sont adaptées aux propriétaires de forêts privées. Ceux-ci/elles-ci sont sensibilisés-e.s aux enjeux d'une gestion durable des forêts, notamment aux impératifs de biodiversité et aux possibilités de commercialisation du bois.	2021	2026	DIAF	Service des forêts et de la nature (SFN)			Il y a 2 bénéficiaires: 1) Le remaniement parcellaire du syndicat de Léchelles a pu bénéficier d'un appui à l'exploitation, en vue de la diversification de la composition des forêts (essences). 2) ForêtFribourg, font des action de communication (Robin des Bois), notamment contribution des capsules vidéo. Il y a une amélioration de l'impact médiatique et une meilleure atteinte du public.	Non	50'000 CHF (montant en commun avec la mesure 15.3 M1)						
17	17.1 Financer l'aide publique au développement	17.1 M1	La visibilité du partenariat entre le canton et Fribourg-Solidaire est améliorée, en particulier auprès de la population et de l'administration fribourgeoise.	2022	2026	DSJS	Secrétariat général de la DSJS (SG-DSJS)			Revus de projets 2023, Rapport annuel public 2024 (y.c les projets et résultats). Les divers supports de communication de Fribourg-Solidaire (site WEB, newsletters, Réseaux sociaux) visibilisent son partenariat avec le canton de Fribourg qui co-finance les projets réalisés dans le Sud Global par ses ONG membres.	Non							
17	17.1 Financer l'aide publique au développement	17.1 M2	Le Conseil d'Etat se fixe d'atteindre, sur la durée, une contribution d'un franc par an et par habitant ou habitant pour le soutien de projets de coopération internationale émanant d'associations fribourgeoises.	2021	2026	DSJS	Secrétariat général de la DSJS (SG-DSJS)		Le budget accordé à la coopération internationale n'a pas pu tout à fait suivre l'évolution démographique du canton	Le canton de Fribourg accorde depuis 2023 CHF 1.- par an et par habitant-e du canton aux projets de coopération internationale et d'action humanitaire émanant d'associations fribourgeoises. En 2023 et 2024 l'enveloppe annuelle accordée à Fribourg-Solidaire de la part du canton de Fribourg s'élève à CHF 280'000.-. 30'000.- reviennent au CICR.	Non							
MT	Mesures transversales	MT1	Les programmes gouvernementaux 2022-2026 et 2027-2031 intègrent un nouveau chapitre consacré au développement durable et font référence aux résultats livrés par les indicateurs de développement durable de l'Etat de Fribourg (Cercle Indicateurs).	2021	2026	DIME	Bureau de la durabilité (BuD)				Non							
MT	Mesures transversales	MT2	Un système d'indicateurs pour le suivi de la mise en oeuvre de la Stratégie de développement durable est déployé. Le plan d'action et les objectifs d'effet de la Stratégie de développement durable sont révisés.	2021	2026	DIME	Bureau de la durabilité (BuD)			La première étape de révision du plan d'action de la Stratégie de développement durable a été réalisée selon le calendrier prévu. Mise à jour de certains indicateurs	Non	30 000 CHF						
MT	Mesures transversales	MT3	La mise en oeuvre de l'art. 3 al. 1 let. h de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004 (Cst. ; RSF 10.1) est renforcée par une base légale.	2021	2023	DIME	SG-DIME		Mesure terminée		Oui							
MT	Mesures transversales	MT4	Un réseau de répondantes et répondants pour le développement durable est créé et se réunit régulièrement. Il est notamment composé de membres issus du secrétariat général de chaque Direction, de manière à être au plus près des instances décisionnelles.	2021	2026	DIME	Bureau de la durabilité (BuD)			Le réseau est formalisé et il se réunit deux fois par année. Entre 20 et 35 membres du réseau participent à chaque séance.	Non							
MT	Mesures transversales	MT5	Une journée cantonale sur le développement durable, destinée notamment aux collectivités publiques est organisée chaque année. Les préfectures, l'Association des communes fribourgeoises et les associations de communes régionales sont informées et peuvent collaborer si elles le souhaitent. Parmi les thèmes abordés figureront la construction et l'urbanisme durable (y.c. inclusif), les investissements écologiques, les marchés publics écologiques et socialement responsables.	2021	2026	DIME	Bureau de la durabilité (BuD)			La journée cantonale 2024 a eu lieu à Fribourg sur le thème de la finance durable, environ une soixantaine de personnes y ont participé	Non	12 000 CHF						
MT	Mesures transversales	MT7	Evaluations de la durabilité selon la loi du 6 septembre 2006 sur le Grand Conseil (LGC, RSF 121.1) : > L'outil d'évaluation de la durabilité des projets Boussole1 est optimisé et aligné sur l'Agenda 2030, en partenariat avec les cantons romands. > Une formation en ligne sur les outils d'évaluation de la durabilité est créée. > Le dispositif d'évaluation et ses buts sont définis dans une Directive du Conseil d'Etat, laquelle prévoit notamment une extension de l'évaluation aux stratégies sectorielles de l'Etat.	2021	2026	DIME	Bureau de la durabilité (BuD)			Plusieurs évaluations ont eu lieu, avec des expert.e.s ou de manière autonome. Les travaux préalables à l'élaboration de la Directive (étude de base pour comparer les outils à disposition) a été réalisée.	Non	5 000 CHF						
MT	Mesures transversales	MT8	Une réflexion est menée sur l'opportunité de créer un espace d'échange entre les services cantonaux et les milieux de la recherche et académiques du canton, et, en cas de conclusions positives, la mettre en oeuvre. Une telle plate-forme permettrait aux services de faire connaître leurs besoins concernant les thèmes méritant un approfondissement/une clarification dans le cadre d'un travail de bachelior, master ou de stage. Les milieux académiques offriraient ainsi des thèmes de recherche toujours plus en adéquation avec la réalité du terrain.	2024	2026	DIME	Bureau de la durabilité (BuD)		Les ressources pour mener à bien cette mesure ont manqué.		Non				Les ressources pour mener à bien cette mesure ont manqué.			
MT	Mesures transversales	MT9	Des actions de sensibilisation sont menées, afin de donner une visibilité à l'action du Conseil d'Etat en faveur du développement durable, de renforcer la compréhension de ce que sont le développement durable et l'Agenda 2030, et de stimuler les initiatives à cet égard.	2021	2026	DIME	Bureau de la durabilité (BuD)			Des sirops artisanaux et biologiques produits par Bellechasse et dont l'étiquetage mentionne l'action du CE en faveur de la durabilité sont distribués lors des rencontres officielles du CE. 1ère étape de réalisation d'un projet visant à favoriser la consommation d'eau du robinet lors des séances internes (cafés pour les services de l'Etat), avec un renvoi à la Stratégie cantonale de durabilité sur l'étiquetage	Non	5 000 CHF						
MT	Mesures transversales	MT10	Une collaboration régulière avec les communes fribourgeoises est mise en place : > Un site commun de l'Association des communes fribourgeoises et de l'Etat de Fribourg d'actions en faveur du développement durable est mis en ligne, régulièrement actualisé et largement diffusé. > Les représentants et représentantes des communes, notamment, sont réunis-e.s chaque année en vue d'établir le bilan des actions menées au niveau communal, d'échanger à ce sujet et de formuler des optimisations le site, ceci sous la forme d'un «World Café» co-organisé avec l'Association des Communes fribourgeoises. Des représentants et représentantes des «agents et agentes sympas», qui contribuent beaucoup à la mise en oeuvre du développement durable au niveau local, sont invité-e.s se joindre au réseau. > Suite à ces bilans, de nouveaux outils pour les communes sont élaborés si nécessaire (par ex. check-list simple permettant l'évaluation de projets au regard du développement durable). > Un cours sur le développement durable aux nouveaux et nouvelles élu-e-s est proposé. > Une réflexion est menée afin de définir une méthode pragmatique pour les communes d'évaluer la durabilité des actions qu'elles mènent.	2021	2026	DIME	Bureau de la durabilité (BuD)			En mars 2024, une soirée Worldcafé au thème du Portefeuille d'actions durables a été organisée en partenariat avec l'Association des communes Fribourgeoises. Entre 30 et 40 personnes, membres des administrations communales y ont participé. En octobre 2024, la thématique de la gouvernance de la durabilité a été renforcée dans le Portefeuille d'actions durables avec la publication de 7 nouvelles fiches-actions. D'autres fiches action, au thème des manifestations et collations durables ont été également publiées.	Non	7 000 CHF			Les ressources en personnel sont quelque peu limitées, cela ne permet pas d'avancer autant vite sur les projet que souhaité et nécessite d'effectuer une priorisation des tâches à réaliser.			
MT	Mesures transversales	MT12	Les directions concernées donnent mandat aux unités qui leur sont rattachées administrativement d'élaborer leurs propres stratégies de développement durable.	2022	2026	DIME	Bureau de la durabilité (BuD)		Les travaux ont dû être suspendus en raison d'un manque de ressources.		Non				Les travaux ont dû être suspendus en raison d'un manque de ressources.			

ODD	Cible	N° de mesure	Intitulé de la mesure	Début de la mesure	Fin de la mesure	Direction responsable	Service responsable	Etat d'avancement de la mesure en 2024 2 = (vert) tout se déroule bien et selon le calendrier prévu 1 = (orange) quelques difficultés rencontrées, retards prévus ou déjà de légers retards 0 = (rouge) très gros retards ou projet bloqué	Commentaire "Etat avancement de la mesure en 2024"	Quels résultats concrets ont été réalisés en 2024?	La mesure est-elle terminée?	Ressources financières inscrites au budget développement durable en 2024	Etat des moyens financiers pour mettre en oeuvre la mesure (et non de manière générale). A remplir seulement si des montants existent dans le budget DD. 2 = (vert) budget correct, il a été totalement dépensé 1 = (orange) budget insuffisant ou budget qui n'a été que partiellement dépensé 0 = (rouge) manque important d'argent ou incapacité à dépenser le montant au budget	Commentaire "Etat des moyens financiers"	Etat des ressources en personnel pour mettre en œuvre la mesure (et non de manière générale) 2 = (vert) ressources suffisantes 1 = (jaune) les ressources risquent de manquer 0 = (rouge) ressources insuffisantes	Commentaire "Etat des ressources en personnel"	Tendance générale depuis le démarrage de la mesure 2 = (vert) Tout se déroule bien 1 = (orange) Quelques difficultés de natures diverses. 0 = (rouge) Grosses difficultés de diverses natures et/ou très gros retards ou projet bloqué et/ou nette insuffisance de ressources.
MT	Mesures transversales	MT14	Une réflexion est engagée sur les possibilités d'encourager la transition vers plus de durabilité par le moyen des subventions octroyées par l'Etat.	2021	2026	DIME	Bureau de la durabilité (BuD)		Les ressources pour mener à bien cette mesure ont manqué.							Les ressources pour mener à bien cette mesure ont manqué.	
MT	Mesures transversales	MT15	La collaboration au sein d'entités intercantionales (Coord21, réseau national des délégués cantonaux au développement durable) se poursuit.	2021	2026	DIME	Bureau de la durabilité (BuD)			L'Etat de Fribourg est membre de Coord21 (association des cantons et villes de Romandie et du Tessin en faveur de la durabilité). L'Etat de Fribourg est membre du Réseau national des responsables cantonaux du développement durable.	Non						
MT	Mesures transversales	MT16	Un appel à projets en faveur du développement durable, destiné à soutenir les projets de tiers, est créé.	2023	2026	DIME	Bureau de la durabilité (BuD)			Le premier appel à projet a été concu en partenariat avec la HEG et lancé sous forme pilote de septembre 2024 à juin 2025	Non	75 000 CHF	